

Modèle de partage de l'information du CDPISP – Septembre 2019 – Gouvernement de l'Ontario

Les renseignements échangés sont recueillis aux fins de la réunion du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) de septembre 2019.

Les informations contenues dans ce document ne peuvent pas être partagées sans l'approbation du membre (auteur).

ADMINISTRATION : Ontario		Personnes-ressources
1. Réalisations : Décrivez brièvement les réalisations et les avancées majeures ou les grandes étapes qui ont été menées à bien dans le domaine de la GI-TI au cours des 6 à 12 derniers mois au sein de votre instance.		
<u>Groupement ITI pour les terres et les ressources (GITR)</u>	<p>Solution de délivrance des permis de chasse et de pêche (SDPCP)</p> <p>Le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) émet des licences de pêche et de chasse récréatives en Ontario. Le MRNF collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GITR) pour remplacer le système existant avec un système moderne de commerce électronique en ligne. La SDPCP a été lancée le 26 novembre 2018. Depuis le lancement, la fonctionnalité du système continue d'être élaborée, y compris le lecteur de code QR pour la validation de permis (mobile) et les lancements du printemps pour les étiquettes de dinde, et le tirage ou les étiquettes de chevreuil sans bois, d'orignal et d'ours.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none">• Accès public en ligne, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, mobile et centré sur l'utilisateur, aux licences de chasse et de pêche• Amélioration du service à la clientèle, y compris la réalisation électronique des licences• Amélioration de la gestion administrative, y compris la configuration et la souplesse des produits et leur adaptabilité aux changements réglementaires futurs• Réduction de l'effort et du coût par transaction <p>Système d'administration des terrains miniers (SATM)</p> <p>Le ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines (EDNM) réglemente la prospection, l'exploration minière, et l'exploitation et la réhabilitation des mines. Le EDNM a collaboré avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GITR) pour mettre en œuvre un nouveau système de gestion de l'utilisation des terres minières en ligne appuyant les changements à la Loi sur les mines de l'Ontario et permettant l'acquisition électronique de concessions minières. Le SATM a été lancé le 1er avril 2018. Depuis le lancement, des améliorations continues demandées par l'industrie ont été mises en œuvre.</p> <p>Résultats :</p>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 john.dimarco@ontario.ca</p>

- Accès international de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au jalonnement électronique pour les services miniers et de prospection
- Réduction du temps pour l'acquisition de concessions minières (de quelques jours à quelques minutes)
- Renseignements publics sur les revendications et les activités disponibles sur une carte (données spatiales) Notification améliorée à la communauté autochtone

Plateforme d'autorisations d'entreprise (PAE) (MEPP)

Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPP) protège notre environnement naturel et nos collectivités saines au moyen des approbations et des autorisations environnementales. Les approbations ou autorisations sont requises pour les entreprises de l'Ontario qui émettent des polluants de l'air, de l'eau, du sol ou de bruit, ou traitent des déchets.

Le MEPP a collaboré avec le GTR pour passer d'un programme de certificat d'approbation papier à un service numérique en ligne. Cette solution organisationnelle permet d'établir un cadre axé sur les risques pour appuyer tous les secteurs d'activité d'approbation et de permis du Ministère. On continue d'intégrer de façon itérative les nouveaux secteurs d'activité d'autorisation ou d'approbation.

Résultats :

- Économies de temps et de coûts organisationnels grâce à l'auto-inscription en ligne pour les approbations à faible risque (des minutes plutôt que des mois).
- Accès en ligne rapide et facile aux renseignements, aux approbations et aux autorisations (accès mobile).
- Plateforme évolutive, flexible et réutilisable (permettant l'intégration de nouveaux secteurs d'activité en moins de 4 mois), autorisations les plus récentes intégrées au Registre environnemental des activités et des secteurs (REAS) :

- Permis de prélèvement d'eau (PPE)
- Licences pour pesticides

Outre les émissions atmosphériques, la finition automobile, l'impression commerciale, le transport des déchets non dangereux, les installations solaires et l'élimination des véhicules en fin de vie sont déjà mis en œuvre.

Registre environnemental de l'Ontario (REO) (MEPP)

Les ministères de la Fonction publique de l'Ontario (FPO) affichent des avis publics pour toute proposition, décision ou question liée aux répercussions environnementales possibles. Le Registre environnemental du MEPP permet d'afficher ces avis en ligne et fournit aux Ontariens un moyen de participer aux décisions. Les Services numériques de l'Ontario (SNO) ont choisi ce projet comme l'une de leurs priorités numériques. Le projet remplacera le système périmé existant par une plateforme moderne, interactive

	<p>et conviviale de mobilisation du public. On a lancé des lois, des règlements et des politiques au stade bêta en avril 2019 et des instruments en mars 2019.</p> <p>Résultats :</p> <p>Les SNO, au moyen de leur processus de prestation harmonisé avec la norme des Services numériques de l'Ontario :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ont mis à jour la conception intuitive accessible à partir de n'importe quel appareil (ordinateur, tablette, téléphone portable); • ont amélioré les fonctions de compte, les avis, les alertes et les recherches, et les affiches en langage clair; • ont simplifié les processus opérationnels pour les affiches et la surveillance du ministère; • meilleurs renseignement d'entreprise et rapports sur les affiches individuelles et l'utilisation. 	
<p><u>Division de la Cybersécurité (DCS)</u></p>	<p>Mois de la sensibilisation à la cybersécurité (MSC) – octobre 2018</p> <p>Le MSC est une campagne reconnue à l'échelle internationale qui a lieu chaque mois d'octobre afin d'informer les gens du monde entier sur l'importance de la cybersécurité. C'est la 15^e année de cet événement à l'échelle mondiale et la 7^e année dans la fonction publique de l'Ontario (FPO). La cybersécurité a mis en place un programme amélioré en 2018 prévoyant une collaboration avec des partenaires du secteur public extérieurs à la FPO. Les partenariats comprenaient le gouvernement du Canada, Pensez cybersécurité, Metrolinx, l'Université Ryerson et la Police provinciale de l'Ontario afin de rechercher des idées et de créer des documents communs. Au cours du mois, la Division a également publié du nouveau matériel pédagogique hebdomadaire, notamment de nouvelles vidéos, des infographies, des articles et a offert des webinaires au personnel et aux gestionnaires de la province, qui ont permis une participation à l'échelle de l'Ontario.</p> <p>Office 365</p> <p>Office 365 est essentiel pour moderniser le fonctionnement de la FPO, et améliorer l'expérience des employés avec les outils de productivité, de communication et de collaboration au bureau de l'industrie. Afin de garantir le succès de l'adoption d'Office 365, nous avons collaboré avec les Services de la technologie de l'information pour fournir du soutien sur la gestion des relations, les conseils en matière de risques, la sensibilisation, les politiques et les normes, et la surveillance.</p> <p>Élections Ontario</p> <p>La Division de la cybersécurité (DCS) et ses nombreuses unités ont collaboré avec le Bureau du conseiller de la sécurité provinciale lorsque Élections Ontario a demandé des conseils sur la façon de sécuriser les élections générales de l'Ontario en 2018. En</p>	<p>Mohammad Qureshi</p> <p>Dirigeant principal de la sécurité de l'information, DCS</p> <p>mohammad.gureshi@ontario.ca</p>

	<p>adoptant une vision exhaustive de leur programme, nous avons évalué les risques, déterminé les vulnérabilités et recommandé des options de traitement et des mesures d'atténuation qui pourraient être mises en œuvre avant les élections. Ce travail d'équipe a permis la mise en œuvre de nouvelles technologies de vote pour l'inscription des électeurs. L'équipe de piratage éthique de la cybersécurité a évalué cette technologie et a conseillé aux cadres d'Élections Ontario des moyens de régler les problèmes de sécurité afin d'améliorer l'expérience des utilisateurs au scrutin. Notre Centre des opérations de cybersécurité ouvert 24 h sur 24, 7 jours sur 7 a également collaboré avec des partenaires pour améliorer la surveillance des réseaux et des systèmes d'Élections Ontario.</p> <p>Architecture de référence pour la sécurité de l'informatique en nuage</p> <p>Avec l'introduction de l'informatique en nuage, les limites des réseaux traditionnels évoluent, et nous devons déployer de nouveaux outils qui nous permettent de modifier nos pratiques. Au lieu de surveiller la périphérie du réseau, nous devons surveiller les applications et détecter les anomalies comportementales, peu importe où l'information gouvernementale est créée, traitée ou stockée (dans notre centre de données ou dans un nuage public). Nous avons créé une Architecture de référence pour la sécurité de l'informatique en nuage pour guider l'adoption sécurisée des services en nuage dans la FPO et développé une architecture de référence complémentaire qui accompagne l'architecture de référence de l'informatique en nuage (ARIN) publiée par la Division des services de la technologie de l'information, intitulée l'« Architecture de référence pour la sécurité de l'informatique en nuage » (ARSIN). Cela fournit une expérience cohérente lors de l'évaluation et de la mise en œuvre de la sécurité pour des services basés sur un nuage sur n'importe quel nuage.</p>	
<p><u>Services technologiques d'infrastructure (STI)</u></p>	<p>Modernisation des outils de collaboration et de productivité – Microsoft Office 365 et TechLounge</p> <p><u>Office 365</u></p> <p>Office 365 est un service infonuagique fourni de façon sécuritaire aux centres de données de Microsoft à Toronto et à Québec. Il remplace plusieurs produits Microsoft individuels déjà fournis ou hébergés à l'interne par la FPO, y compris le courriel d'entreprise, les outils de bureau de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint), les partages de fichiers de groupe de travail et à domicile (stockage électronique de documents centralisé sur réseau) et la messagerie instantanée Lync. En outre, Microsoft 365 offre davantage d'outils de productivité et de collaboration disponibles via le portail Web Microsoft Office 365. Les fonctions améliorées d'Office 365 mettront</p>	<p>Rocco Passero, Dirigeant principal de l'information d'entreprise, Services technologiques d'infrastructure 416-356-7605 Rocco.Passero@ontario.ca</p>

ces outils à jour et fourniront aux employés de nouvelles façons d’interagir, de collaborer, et d’échanger des renseignements.

Une migration des utilisateurs précoces incluant des employés de la TI sélectionnés a commencé à l’automne de 2017 avec 2 300 migrations effectuées jusqu’en mai 2018. Les migrations d’un groupe élargi d’utilisateurs précoces se sont terminées en septembre 2018 et la migration de 8 000 employés supplémentaires vers Office 365 a été effectuée. Les migrations à l’échelle de la FPO ont commencé à l’automne 2018 et plus de 70 000 utilisateurs actifs de la FPO ont migré à ce jour et on prévoit l’achèvement de toutes les migrations de boîte aux lettres d’ici octobre 2019. Dans le même ordre d’idées, tous les dossiers partagés de base des STI ont été migrés vers OneDrive Entreprise en janvier 2019, et les dossiers partagés de groupe ont été achevés en juin 2019, plus de 14 000 partages étant en cours de migration.

Autres activations importantes de produit effectuées :

- Protection avancée des données – classification de la sensibilité des renseignements – août 2018
- Mobilité intégrée + Sécurité/InTune (Phase 1) – Gestion des appareils – Novembre 2018 (pour plus de 25 000 appareils mobiles)
- Équipes Microsoft – collaboration axée sur le groupe de travail – février 2019

Même si l’on prévoit que la migration des boîtes aux lettres actives et des dossiers publics sera achevée en octobre 2019, mais d’importantes activités de projet se poursuivront, notamment :

- Activation d’EMS/InTune (Phase 2) – capacités améliorées de gestion favorisant d’importants avantages pour les utilisateurs, comme la suppression de l’obligation d’utiliser un VPN pour accéder à Outlook, Skype ou aux équipes, et de synchroniser les paramètres utilisateur sur tous les appareils du Ministère. Ce sera achevée d’ici décembre 2019.
- Migration des dossiers partagés de groupe de travail – l’établissement et la mise à l’essai d’un service infonuagique capable d’héberger plus de 450 To d’anciennes données de dossier partagé du groupe de travail. Ce sera achevée d’ici mars 2020 avec le calendrier de migration à déterminer.
- Migration des dossiers partagés personnels ou de base – le transfert de 60 000 dossiers partagés d’utilisateurs privés supplémentaires de l’infrastructure locale vers OneDrive Entreprise. Ce sera achevée d’ici mars 2021.

- Désaffectation de l'infrastructure – le retrait de l'ancien environnement EES (Enterprise Email Service) d'ici mars 2020, et de l'infrastructure des dossiers partagés de base et de groupe est harmonisé avec leur calendrier de migration.
- Appel d'offres de la Gestion de l'adoption et du changement (GAC), en attente d'approbation – l'intégration d'un fournisseur pour mettre en œuvre un programme de GAC afin d'aider les utilisateurs à tirer parti des nouvelles fonctionnalités de collaboration (au-delà des séances d'information et de la formation offertes par l'équipe du projet)

Il est prévu que la migration complète vers Microsoft Office 365 permettra finalement la FPO d'utiliser les dernières mises à jour et améliorations technologiques et d'y accéder à leur lancement par Microsoft. Afin d'assurer une transition sans heurt vers Office 365 et d'améliorer l'expérience des utilisateurs finaux et des employés avec les produits Microsoft Office, un certain nombre d'initiatives de sensibilisation et de soutien à la migration ont été mises en œuvre, notamment des webinaires interactifs hebdomadaires pour préparer les utilisateurs à la migration et à l'utilisation d'Office 365. Quarante-huit séances de 90 minutes ont été tenues à ce jour, ainsi que plus de 130 ateliers thématiques d'entreprise « Regarder. Faire. Apprendre » en partenariat avec Microsoft, avec plus de 12 000 participants de la FPO. En outre, un programme du champion du changement d'Office 365 a été lancé et plus de 200 ressources de la FPO ont été mobilisées pour favoriser l'adoption d'O365 dans la FPO.

TechLounge/TechLounge Express

Traditionnellement, les Services de technologie de l'infrastructure (STI) ont fourni aux employés de la FPO le premier point de contact pour le soutien de la TI par téléphone et par courriel. Le succès se mesure de plusieurs façons, y compris le temps nécessaire pour résoudre un problème informatique chez le client et la satisfaction globale du client à l'égard du service fourni. Par le passé, le temps de résolution du client lorsqu'un technicien sur place est nécessaire est de cinq jours ouvrables, et la cote globale de satisfaction de la clientèle est de 95 %.

Les tendances de l'industrie indiquent une évolution vers une approche multimode pour les services informatiques. Les recherches montrent que les employeurs offrent maintenant une variété de façons dont les employés peuvent faire appel à la TI pour obtenir du soutien, harmonisées avec une approche « n'importe quand, n'importe où, sur n'importe quel appareil » que l'on retrouve sur le marché de consommation. Afin d'évoluer avec l'industrie, la FPO a commencé à offrir de nouveaux canaux de soutien, notamment le soutien en libre-service, le clavardage en direct et les services de robot conversationnel d'intelligence artificielle (IA). Pour améliorer davantage l'expérience

des utilisateurs finaux et de compléter ces canaux, nous avons également commencé à offrir un service de soutien en personne comme de la vente au détail, appelé TechLounge.

TechLounge Express offre des services semblables à TechLounge, mais fonctionne de façon ponctuelle dans les salles de conférence disponibles, n'offre pas d'espace d'exposition pour les produits et offres disponibles, et ne dispose pas d'équipement de prêt disponible.

En août 2019, trois emplacements TechLounge ou TechLounge Express sont exploités à Toronto, Guelph et North Bay.

Restructuration du Bureau de service et du Bureau de commande – mise à jour d'août 2019

Pendant plus de 10 ans, le service de « panier » du Bureau de commande de services en ligne (BCSL) de la FPO a été un moyen efficace pour les employés de la FPO d'acquies des produits et services d'infrastructure et de TI organisationnelle. Le BCSL est un marché interne de la FPO utilisé par plus de 60 000 utilisateurs avec environ 250 000 commandes traitées par an.

La FPO adopte une approche de conception axée sur l'utilisateur pour restructurer et moderniser le BCSL. Le nouvel outil appelé ONRequest a été lancé en juin 2018. Depuis lors, plus de 27 000 demandes ont été présentées par le personnel de la FPO au moyen d'ONRequest, avec une rétroaction très positive de nos utilisateurs finaux. Ils indiquent une interface plus conviviale et plus intuitive, des temps de traitement plus rapides et une meilleure expérience globale des utilisateurs finaux.

L'équipe de projet continue de travailler avec les partenaires du Ministère pour transférer leurs produits et services existants à ONRequest, et près de 40 % des produits et services existants ont été migrés. Dans le cadre du processus de migration, l'équipe s'efforce d'améliorer l'expérience de bout en bout de chaque produit ou service. Il s'agit notamment de remplir le formulaire de demande, et de lancer le processus d'approbation et le traitement possible de la demande. Tous les aspects de la demande sont analysés afin d'optimiser l'expérience utilisateur et l'efficacité.

Les nouvelles fonctionnalités d'ONRequest comprennent un robot conversationnel alimenté par IBM Watson et un service de clavardage en direct qui permet au personnel de la FPO de se connecter au Bureau de service de la TI de la FPO. Les services de robot conversationnel et de clavardage en direct ont été lancés en version

bêta dans ONRequest en juin 2019 avec un groupe pilote de 2 500 employés de la FPO. En mettant l'accent sur les tests d'expérience utilisateur, l'équipe continue de se pencher sur l'expérience de robot conversationnel et de clavardage en direct, et prévoit un déploiement complet dans l'ensemble de la FPO au cours de la prochaine année.

Les tests d'expérience utilisateur auprès du personnel de la FPO se poursuivent à mesure que le développement avance, en réitérant et en indiquant continuellement de nouvelles fonctionnalités et améliorations pour ONRequest. Les fonctionnalités suivantes seront proposées en fonction des tests et des commentaires des utilisateurs :

- Accès mobile à ONRequest
- Système de délégation et d'automatisation des approbations
- Initiatives d'automatisation pour l'intégration des nouveaux employés, les départs, et les déménagements d'employés

On prévoit que les services de base indiqués aujourd'hui dans le BCSL seront entièrement transférés dans ONRequest à la fin de la journée du 31 décembre 2019, alors que l'équipe de développement continuera d'itérer, d'améliorer et de simplifier l'expérience client.

Entente de fournisseur attitré liée à l'informatique en nuage

La FPO adopte une approche du numérique d'abord, qui améliorera les services fournis aux citoyens, réduira le fardeau administratif interne, réduira les coûts de fonctionnement, simplifiera les processus et ouvrira de nouvelles pistes d'innovation. Les gouvernements adoptent des technologies et des principes numériques pour révolutionner la prestation de services, et l'adoption de l'informatique en nuage est fondamentale dans la prestation de ces services. Une approche numérique visant à améliorer la prestation des services aux citoyens doit être une priorité pour la FPO, et un élément clé pour la FPO est d'appuyer l'accélération de l'adoption du nuage par les ministères.

L'approche du nuage d'abord ne concerne pas seulement la technologie, mais plutôt des approches modernes d'approvisionnement, d'acquisition et de prestation de services numériques. L'acquisition de services infonuagiques est un facteur clé pour l'adoption du nuage dans la FPO. Le Ministère procède actuellement à l'approvisionnement de services infonuagiques qui établira une liste des fournisseurs qualifiés capables de fournir des services infonuagiques à l'échelle de l'entreprise au moyen d'un appel d'offres et négociera des ententes avec des fournisseurs qualifiés sélectionnés pour créer l'entente de fournisseur attitré. En outre, un approvisionnement supplémentaire est en cours pour permettre aux ministères

d'acquérir des services professionnels pour appuyer leur adoption du nuage. Le Ministère prévoit acquérir les éléments suivants :

Services infonuagiques – Services IaaS (infrastructure comme service) et PaaS (plateforme comme service).

Logiciels de développement – Logiciels et outils spécialisés utilisés pour le développement sur les plateformes d'applications infonuagiques (CNAP).

Services professionnels de CNAP – Appel d'offres normalisé pour les services professionnels de CNAP

Tous les trois achats sont actuellement affichés et devraient se terminer à la mi-septembre 2019, l'objectif étant de faire qualifier des fournisseurs d'ici décembre 2019.

Programme des services vocaux

Le Programme des services vocaux est un examen visant à simplifier les services vocaux, comme les téléphones de bureau, la messagerie vocale et les téléphones mobiles, dans l'ensemble du gouvernement, dans le but de trouver des possibilités d'économies pour s'assurer que les services sont rentables et qu'ils répondent aux besoins opérationnels.

Il est important de noter qu'il n'y aura pas de changement dans la façon dont les personnes communiqueront et interagiront avec les bureaux et les services du gouvernement de l'Ontario. Tout changement apporté au moyen du Programme des services vocaux n'aura aucune incidence sur les services de première ligne pour les Ontariens.

Le calendrier global de ce programme a été dynamique et a fait appel à la participation de tous les ministères. Pendant l'automne 2018, des travaux approfondis ont été réalisés sur les décisions éclairées en matière de collecte de données, de vérification et de données prises par chaque ministère en fonction de leurs besoins opérationnels. La mise en œuvre s'est déroulée sur quatre mois et devrait s'achever en septembre 2019.

Dans l'ensemble, le Programme des services vocaux a réussi à réaliser les économies prévues, et à prouver l'avantage de la collaboration entre tous les ministères et l'importance d'avoir de bonnes données pour prendre des décisions éclairées.

<u>Services numériques de l'Ontario</u>	Prototype de portefeuille numérique L'Ontario a mis au point un prototype de portefeuille numérique personnalisé et entièrement fonctionnel pour éclairer des composantes de notre Plan conceptuel de la technologie d'identité numérique. Le portefeuille numérique a permis à l'équipe d'expérimenter des technologies nouvelles et émergentes, de valider la façon dont une solution possible pourrait fonctionner, de déterminer d'autres domaines d'apprentissage et d'expérimentation, et d'éclairer notre approche globale d'avenir. Le prototype a depuis été dissous.	Robert Devries Sous-ministre adjoint, Plateformes Bureau du conseil des ministres 416-668-5727 Robert.Devries@ontario.ca
<u>Groupement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u>	Aide sociale – Gestion des documents électroniques (documents de la FPO) pour Ontario au travail et le POSPH En mars 2019, le GSSEJ a déployé la GDE dans cinq bureaux du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH), et prévoit l'élargir à tous les bureaux du POSPH et d'Ontario au travail à l'avenir. Cela a entraîné une réduction de 5 heures par semaine du temps de suivi du commis au soutien administratif du POSPH en éliminant les formalités administratives inutiles. Aide sociale – MyBenefits (MesPrestations) En mars 2019, le GSSEJ a mis à l'essai MyBenefits dans 52 bureaux du POSPH et d'Ontario au travail. Il y a maintenant plus de 3000 utilisateurs. Rapport de suivi des entrées d'aide sociale Il s'agit d'un nouveau rapport interactif en libre-service qui offre aux travailleurs sociaux et aux superviseurs un aperçu des dossiers des clients qui passent par le processus d'admission. En juillet 2018, la première version comportant des fonctions limitées a été mise en œuvre dans 10 bureaux d'aide sociale pour tester la nouvelle fonctionnalité de production de rapports. En novembre 2018, la deuxième version a été mise en œuvre en intégrant les résultats des tests et les fonctionnalités supplémentaires dans les 10 mêmes bureaux d'aide sociale. En janvier 2019, la version finale a été diffusée dans tous les bureaux d'aide sociale de la province. Carte de paiement rechargeable (CPR) Le GSSEJ a présenté la carte aux clients d'Ontario au travail afin de leur offrir un mode de paiement plus pratique et plus sécuritaire. De septembre 2018 à mars 2019, le GSSEJ s'est associé à la Banque Royale du Canada et à Visa sur une période de sept mois pour tester l'expérience client, l'accès et la convivialité de ce service. 600 000 chèques étaient imprimés chaque année. Cette initiative a contribué à réduire l'incidence sur l'environnement en passant à la CPR. L'objectif est de réduire de 11 % à 1 % le nombre de clients d'Ontario au travail recevant des chèques au cours du prochain exercice. La CPR permettra de réduire ou d'éliminer les frais d'encaissement coûteux.	Antonio Paniccia Dirigeant principal de l'information GSSEJ 416-417-7908 antonio.paniccia@ontario.ca

	<p>Programme ontarien des services en matière d'autisme (POSA) Le GSSEJ a mis au point le Système d'information des clients sur l'autisme (SICA) pour appuyer les changements apportés au POSA. Le 1^{er} avril 2019, la première version du SICA était prête à l'utilisation.</p> <p>Modernisation du bureau du POSPH Il consiste en la mise en place de bureaux modernes, accessibles et accueillants pour aider les clients à atteindre leurs objectifs personnels et à recevoir les services essentiels dont ils ont besoin, plus près de chez eux. Le GSSEJ a dirigé une équipe multipartite en appliquant un point de vue de gestion intégrée des projets, ce qui a permis d'ouvrir les portes aux trois bureaux modernisés cet exercice à Kingston, Yorkgate et Wellesley Place.</p> <p>Bureau des obligations familiales (BOF) Une série de mises à niveau technologiques ont été réalisées pour appuyer la mise en œuvre du futur système de gestion des cas du BOF. Des améliorations techniques de la fonctionnalité opérationnelle ont été apportées afin d'améliorer la prestation des services aux clients du BOF :</p> <ul style="list-style-type: none"> • il y a plus de 273 000 payeurs de pension alimentaire actifs appuyés par le Système de gestion des cas familiaux (SGCF); • plus de 270 000 bénéficiaires de pension alimentaire sont appuyés par le SGCF. <p>Cette initiative a permis d'améliorer les services offerts à plus de 180 000 familles ou 380 000 clients en Ontario.</p>	
<p><u>Groupement ITI du travail et des transports (GTT)</u></p>	<p>Programme d'examen médical des conducteurs La fonction de base du programme d'examen médical (EM) est d'évaluer la capacité des conducteurs de conduire un véhicule automobile en toute sécurité en se fondant sur la politique et les procédures médicales pour les conducteurs du MTO, les normes médicales nationales du CCATM et les normes de l'Association médicale canadienne. La politique médicale actuelle sur les conducteurs est difficile à utiliser pour orienter la prise de décisions, ce qui entraîne des décisions non convergentes pour les conducteurs, un fardeau indu pour les professionnels de la santé et les conducteurs, de longs délais d'attente pour la formation de nouveaux agents de traitement des cas, et la possibilité d'effets négatifs sur la réputation du MTO aux yeux des intervenants et des clients.</p> <p>La vision du programme d'EM est de « prendre des mesures efficaces et efficaces pour obtenir de l'information sur la condition physique des conducteurs en mobilisant pleinement nos citoyens, nos intervenants et nos employés afin d'améliorer</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeant principal de l'information GTT 905-704-2167 Wynnann.Rose@ontario.ca</p>

	<p>continuellement la sécurité routière, tout en répondant aux besoins et aux attentes fondamentaux de nos citoyens ».</p> <p>Les équipes interministérielles des participants opérationnels et de la TI ont travaillé de façon agile pour fournir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sprints agiles pour transformer et optimiser la politique médicale sur les conducteurs • Stratégie de transformation numérique – toile de modèle opérationnel, conception axée sur les citoyens, modèle opérationnel à l'état cible • Exigences opérationnelles – épopées et récits d'utilisateur • Plan de mise en œuvre – Publication et avant la mise en œuvre • Aperçu de l'ensemble d'outils du produit principal – décrit la technologie que l'on prévoit utiliser <p>À ce jour, voici les autres réalisations du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Optimisation des formes précises d'état de santé pour une meilleure expérience des médecins et pour s'harmoniser avec la politique médicale transformée • Nettoyage des données pour les préparer à la migration vers la nouvelle solution • Approvisionnement des fournisseurs de solutions – l'attribution des marchés et l'intégration des fournisseurs sont en cours <p>Projet d'automatisation de poste d'inspection de camions en Ontario (PACO)</p> <p>Le ministère des Transports (MTO) a reçu l'autorisation d'utiliser la technologie des systèmes de présélection et de précontrôle des véhicules commerciaux automatisés en Ontario, pour cibler plus efficacement l'application de la loi sur les véhicules commerciaux qui présentent un risque pour la sécurité routière et permettre aux transporteurs sécuritaires et responsables de continuer à se déplacer sur les autoroutes ontariennes. Le MTO a mené un processus d'approvisionnement concurrentiel ouvert afin de déployer la technologie de présélection électronique dans les postes d'inspection des camions de la province, et la technologie de précontrôle dans quatre emplacements de postes situés le long du corridor 401, afin d'améliorer l'efficacité des opérations de contrôle des véhicules commerciaux et d'évaluer leur efficacité à aider les agents d'inspection dans les conditions météorologiques et de circulation spécifiques à l'Ontario. Intelligent Imaging Systems Inc. (IIS) a été le fournisseur retenu pour cette mise en œuvre (entreprise canadienne basée à Edmonton et à Vancouver). Le MTO a signé un contrat de partenariat de prestation de services avec IIS pour le déploiement de la technologie de présélection électronique à tous les emplacements</p>	
--	--	--

de postes et de la technologie de précontrôle à 4 emplacements de postes pilotes en mai 2018.

Cette technologie améliore la sécurité et aide les agents à détecter les camions et les transporteurs présentant des défauts graves et des problèmes de sécurité à régler. Cela permet également de réduire les délais pour les transporteurs conformes et d'améliorer l'efficacité des opérations de contrôle des véhicules commerciaux.

La présélection automatisée des véhicules commerciaux peut :

- détecter les véhicules commerciaux en approche, communiquer avec ces véhicules et informer les transporteurs à faible risque de contourner un poste d'inspection;
- présenter pour inspection des opérateurs ou véhicules inconnus, non conformes ou à haut risque.

Le précontrôle automatisé des véhicules commerciaux peut :

- Effectuer un contrôle préalable des défauts de sécurité spécifiques à faible vitesse au niveau du poste d'inspection ou dans ce dernier.

Réussites à ce jour :

- Début réussi du projet pilote de présélection le 9 janvier 2019 dans toute la province :
 - Environ 5 200 transporteurs participants à ce jour
 - Environ 9 400 laissez-passer reçus par les camions
 - 783 heures économisées
 - 38 tonnes de CO₂ économisées *

**Basé sur 0,004 tonne américaine de CO₂ économisée par contournement; en tonnes métriques*
- Mise à l'essai réussie de la technologie de présélection dans 3 des 4 postes d'inspection de camions :
 - Lancaster – 18 juin 2019
 - Vineland – 29 avril 2019
 - Whitby – 9 mai 2019

Programme 360 du ministère du Travail

Le programme MOL360 est une initiative visant à développer de nouvelles capacités numériques et mobiles qui répondent mieux aux besoins des clients (c.-à-d. compatibles avec toutes les plateformes d'ordinateur de bureau, de tablette et d'appareil mobile, et les nouvelles fonctionnalités) afin d'appuyer la Loi sur l'examen

des milieux de travail en évolution (EMTE) qui touche le programme sur les normes d'emploi (NE) du MDT.

Le lancement du programme est prévu d'ici la fin de mars 2020 pour remplacer le Système d'information sur les normes d'emploi (SINE) qui est utilisé pour la gestion de l'exécution de toutes les transactions liées à l'emploi, comme le traitement des réclamations et l'enquête consécutive, et la création et le suivi des événements et des inspections.

Le SINE est utilisé par environ 500 utilisateurs internes (ce nombre devrait passer à environ 680) pour la prestation de services à 450 000 employeurs et 6 millions d'employés dans l'ensemble de l'Ontario.

La solution de remplacement MOL360 est en cours de développement de façon agile, offrant une valeur ajoutée aux activités pour s'assurer que les agents d'emploi, les employeurs et les employés profitent dès que possible de la nouvelle solution.

- En octobre 2018, l'outil d'autoaudit du MDT a été mis en œuvre sur la plateforme infonuagique Azure de la FPO, en partenariat avec la TI de la FPO et Pivotal Labs, avec les résultats suivants :
 - a eu des répercussions positives sur les employeurs en leur fournissant les outils nécessaires pour comprendre et assurer la conformité;
 - a donné des résultats positifs pour plus de trois cents (300) employés, ce qui a permis de récupérer plus de 79 000 \$ après seulement 24 audits;
 - a établi les bases du processus de gestion de cas, y compris le module d'accès basé sur les rôles requis pour prendre en charge les fonctions de gestion de cas de bout en bout.
- En mars 2019, un nouveau service électronique d'autocontrôle a été créé pour permettre aux employés et aux employeurs de vérifier anonymement les scénarios monétaires et non monétaires par rapport à la Loi sur les normes d'emploi. Cela permettra d'obtenir les avantages directs suivants :
 - les employés qui ne connaissent pas la Loi sur les normes d'emploi pourront vérifier des situations simples sans devoir ouvrir un dossier ou communiquer avec un agent;

- les employés qui sont incertains de l'application de la Loi sur les normes d'emploi pourront de façon proactive vérifier des situations simples par voie électronique;
- le nombre total de dossiers ouverts sera réduit, avec les agents se concentrant sur des situations plus complexes nécessitant des compétences.
- Mars 2020 – objectif d'offrir une fonctionnalité complète de gestion des cas, en remplaçant le système obsolète existant :
 - Des démonstrations bihebdomadaires sont menées auprès de nombreux employés du MDT pour s'assurer que l'équipe communique ouvertement avec les unités opérationnelles sur l'avancement global du projet et pour assurer sa réussite définitive.

Le projet continue de s'appuyer sur plusieurs éléments clés pour le GTT, le MDT et la FPO, en introduisant des pratiques purement agiles telles que Lean, Extreme Programming, Pratique de conception axée sur l'utilisateur :

- la première équipe et solution à utiliser les outils et méthodologies de Pivotal Cloud Foundry, qui vont changer la donne pour le développement de logiciels dans la FPO;
- le premier projet à introduire de nouveaux rôles tels que propriétaire de produit et chef de produit, tirant parti des connaissances des utilisateurs et intervenants en tant que composant essentiel du développement logiciel;
- transfert de connaissances en utilisant l'approche de la programmation en binôme;
- des méthodes de développement logiciel agiles essentielles pour apporter de la valeur et de la qualité en tirant rapidement parti du retour sur investissement;
- une architecture de microservices pour des solutions modulaires qui nous permettent de bâtir sur nos fondations.

Adopter une équipe équilibrée et une structure de gouvernance totalement intégrées et colocalisées qui incluent tous les intervenants et leurs besoins. Une équipe, comprenant des membres du MDT, du GTT, des STI et de la GSE, ainsi que des membres du public et des entreprises dans le cadre de la découverte des exigences.

Projet de bout en bout du Système de gestion de la certification du ministère du Travail

Le Bureau de la prévention du ministère du Travail supervise l'administration de la formation et de la prévention obligatoires en matière de sécurité au travail pour les travailleurs de l'Ontario. Le projet de bout en bout du Système de gestion de la certification a été lancé afin de mettre en œuvre une solution qui permettra l'automatisation du flux de travail manuel, et de créer un processus opérationnel transparent pour le personnel du ministère, les fournisseurs de formation ainsi que les travailleurs de l'Ontario en tant qu'apprenants. Cette solution vise à offrir la vision d'un portail libre-service qui permet aux utilisateurs de présenter, de consulter et de tenir à jour des dossiers de formation sur la santé et la sécurité, ce qui est susceptible d'être élargi à d'autres formations et fournit des indicateurs pour une meilleure planification de la prévention et de meilleurs résultats.

La nouvelle solution infonuagique modernisée a été mise en ligne en mars 2019. L'équipe du projet a travaillé avec Bluedrop Learning Network et a fourni une solution SaaS (logiciel comme service) adaptée aux appareils mobiles comme une plateforme unique pour l'administration interne, plus de 400 agents d'inspection de la santé et de la sécurité et environ deux millions de travailleurs, de fournisseurs de formation et d'employeurs. Avec des membres de l'équipe du projet situés en Colombie-Britannique, à Terre-Neuve et en Ontario, l'équipe de projet brise les obstacles liés à l'emplacement et au fuseau horaire à l'aide des outils de collaboration comme Microsoft DevOps, Skype, SharePoint Online et Slack pour communiquer d'un océan à l'autre.

Depuis sa mise en œuvre, la solution compte plus de 73 000 nouveaux utilisateurs enregistrés et plus de 100 000 certifications de formation électroniques traitées. Les travailleurs de l'Ontario peuvent maintenant se rendre sur cette plateforme pour trouver des renseignements pertinents sur les deux programmes de formation obligatoires – formation sur la certification du Comité mixte de santé et de sécurité et le travail en hauteur, trouver des fournisseurs de formation et s'inscrire directement en ligne aux séances de formation. Les employeurs et les agents d'inspection de la santé et de la sécurité disposent maintenant d'une source fiable pour vérifier les dossiers de formation obligatoires sans devoir tenir à jour les documents manuellement.

L'équipe travaille actuellement à d'autres améliorations afin de présenter des processus simplifiés de demande de fournisseurs de formation et de renforcer davantage les capacités d'analyse des données pour favoriser la prise de décisions fondées sur des données probantes.

<p><u>Groupement ITI pour les organismes centraux (GOC)</u></p>	<p>Mise en œuvre du programme opérationnel de GI du MDF par le GOC Les Services de conseil en architecture et en gestion de l'information du GOC ont achevé les plans de dossiers de gestion de l'information pour l'ensemble du ministère des Finances, dans la province de l'Ontario. Cette initiative a permis d'identifier tous les types de documents commerciaux que le MDF reçoit ou produit; et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • a veillé à ce que la conservation et la disposition appropriées soient définies pour chaque type de document; • a déterminé l'emplacement où se trouvent les documents; • a défini des règles opérationnelles sur la gestion des documents opérationnels; • a défini l'accès et la sécurité pour chaque document; • a développé une taxonomie indépendante de la technologie et fondée sur les fonctions pour l'organisation des documents opérationnels en vue de faciliter la découverte et l'accès. <p>Cette initiative, rarement entreprise à cette échelle, a été mise en œuvre sous la forme d'un programme comportant plusieurs projets et volets et son achèvement a duré trois ans.</p> <p>Amélioration des services d'informatique cognitive L'équipe des Services de conseil en informatique cognitive et en innovation a réussi à améliorer les services d'informatique cognitive en 2018-2019. L'équipe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • a développé la première application de robot conversationnel – Ada (l'assistant numérique d'AIP) pour répondre aux questions liées au processus de gestion de projet; • a développé la première application de traitement du langage naturel (TLN) sous la forme d'une application de validation de principe des leçons apprises; • a développé un outil de modélisation cognitive du GOC (OMCG) qui a été la première application cognitive du GOC mise en œuvre dans un environnement de production. <p>Modernisation de la vérification de l'observation fiscale La Vérification de l'observation fiscale (VOF) est un service que le MDF offre pour une vaste gamme de programmes et de services gouvernementaux qui confirme que les entreprises respectent leurs obligations fiscales provinciales et fédérales. Le GOC, en partenariat avec le MDF et le Centre d'excellence .Net, ont récemment livré une application de VOF modernisée. Cette solution facilite la mise en place d'un canal</p>	<p>Liz MacKenzie Dirigeant principal de l'information GOC 416-327-1476 Liz.MacKenzie@ontario.ca</p>
--	--	--

en ligne libre-service permettant aux utilisateurs publics de confirmer l'observation fiscale en temps réel, ainsi que d'une suite administrative qui permet aux partenaires de notre Ministère d'exercer des fonctions de libre-service tout en allégeant les charges administratives manuelles.

Cette initiative appuie le mandat d'Ontario ouvert aux affaires, qui facilite les activités commerciales dans la province et vise généralement à offrir des services publics numériques.

Application Advisory Pro (AdPro)

Le MDF, en partenariat avec le GOC et le Centre d'excellence .Net, a récemment mis en place le système AdPro, un système de gestion des cas et de la charge de travail entièrement automatisé, couplé à un canal de libre-service « en ligne » pour répondre aux demandes de renseignements ou interprétations communes internes de la FPO et à la consultation sur toutes les lois fiscales et tous les programmes de prestations administrés par le MDF.

Les demandes de travail sont maintenant générées par les clients internes de la FPO des services consultatifs du MDF, principalement au moyen d'un portail Web, et ces demandes de travail peuvent être automatiquement acheminées au gestionnaire approprié pour l'évaluation et la gestion de la charge de travail. Cela améliore l'efficacité au sein de la direction générale et permet aux spécialistes de la fiscalité consultative de se concentrer davantage sur la prestation des services.

Modernisation de la GIA – ONe-Key, GO secure, GO-PKI

Les services de gestion de l'identité et de l'accès (GIA) permettent au public, au secteur public élargi (SPE) et à la FPO d'accéder en toute sécurité aux applications opérationnelles du gouvernement. Les services de GIA modernisés seront lancés sous le nom de Public Secure, BPS Secure et OPS Secure en vue de favoriser la Stratégie du numérique d'abord et la Gestion de la transformation – Un plan d'action pour la modernisation en Ontario en appuyant les applications opérationnelles hébergées dans les centres de données de la FPO, dans le nuage, ou par l'entremise de partenaires opérationnels. Le système de GIA est essentiel pour assurer un accès approprié à tous les environnements technologiques et pour répondre à des exigences de conformité de plus en plus rigoureuses, comme la cybersécurité. Aujourd'hui, les applications, les services ou les technologies sont accessibles au moyen des services d'authentification de GIA suivants :

- Active Directory : fournit des services d'authentification et de contrôle d'accès à tous les utilisateurs et serveurs connectés au domaine réseau de la FPO. Il permet des activités de contrôle d'accès telles que l'ouverture de session aux postes de travail locaux connectés au réseau de la FPO, l'accès aux services Office 365 (par exemple, courriel, partage de fichiers, entre autres), l'Internet et l'impression.
- GO-PKI : permet d'identifier et d'authentifier les employés de la FPO et les utilisateurs du SPE qui ont besoin d'avoir accès à des systèmes opérationnels sensibles.
- GO Secure : fournit un mécanisme transparent permettant aux utilisateurs de la FPO et du SPE d'accéder aux applications opérationnelles du gouvernement. Il fonctionne avec GO-PKI pour protéger les systèmes gouvernementaux sensibles ou, à lui seul, pour leur permettre d'accéder à des systèmes moins sensibles.
- ONe-key : fournit des justificatifs d'identité aux citoyens ou aux entreprises privées de l'Ontario pour effectuer des transactions sécurisées avec le gouvernement de l'Ontario. Il fonctionne avec l'enregistrement et les contrôles de sécurité d'un programme gouvernemental.

Les services d'authentification de GIA prennent actuellement en charge plus de 1 300 applications commerciales comme l'aide sociale, la protection de l'enfance, le Bureau des obligations familiales, les documents essentiels, les permis de conduire et l'immatriculation, les services de santé et l'imposition des entreprises.

OPSdocs

OPSdocs permet la gestion numérique des renseignements que les employés du gouvernement et du SPE utilisent pour accomplir leur travail et servir les Ontariens. Ce service permet la gestion des enregistrements opérationnels de la FPO tout au long du cycle de vie de la gestion des documents et des enregistrements dans un système de gestion de contenu d'entreprise (c'est-à-dire, OpenText). Le service offre un ensemble de processus et de technologies de gestion de contenu qui gère les renseignements dans l'ensemble de la FPO – de la saisie (numérisation) à l'archivage et à la destruction (gestion des dossiers). Les renseignements sont stockés en toute sécurité dans un emplacement central, sont faciles à trouver et fournissent des outils pour assurer le respect des politiques de tenue de dossiers de la FPO. Cela signifie que tous les documents numériques peuvent être consultés et partagés de quelque manière que ce soit pour un domaine de programme. OPSdocs permet la gestion modernisée des

enregistrements opérationnels de la FPO dans un système de gestion de contenu d'entreprise. À l'heure actuelle, il y a 11 849 utilisateurs de OPSdocs dans la FPO et environ 90,9 millions de documents stockés.

Modernisation de la gestion des talents

Le Cadre de gestion des talents (GT) est le mécanisme par lequel la FPO comprend et gère les talents, en veillant à ce que les employés continuent d'avoir les compétences et les capacités nécessaires pour remplir leur rôle et offrir des services publics de qualité. Le système actuel de GT est une solution qui permet à l'organisation de mettre en œuvre le cadre de GT et se compose de trois modules d'application : Profil du talent, évaluation du rendement et de la préparation (ERP) et gestion de la relève. Le système modernisé de GT comprendra un nouveau système offrant les fonctionnalités de base du Système de gestion des talents dans l'environnement infonuagique GO et remplacera les composants de base du module Profil du talent et du module ERP.

Modernisation du Système de gestion des nominations (SGN)

Le SGN est un espace numérique où le personnel chargé des nominations dans l'ensemble du gouvernement gère les nominations publiques pour ses organismes, conseils et commissions. Ce système est administré par le Secrétariat des nominations (SN) et est utilisé par le Cabinet du premier ministre et plusieurs ministères dans la FPO. Les utilisateurs sont en mesure de créer des postes, des annonces et de consulter les candidats pour trouver le bon candidat pour les nominations. La modernisation de l'application interne du SGN et du site Web public du SN qui gère les nominations de personnes compétentes aux organismes, conseils et commissions de la province impliquera la migration des applications hébergées ou prises en charge par .NET SDC vers l'hébergement infonuagique Azure géré par le GOC.

Gestion électronique des réunions Navigateur de classeur

Le Navigateur de classeur est une application de gestion électronique des réunions qui permet d'éliminer les grands classeurs papier que l'on utilise souvent pour appuyer les réunions et leur ordre du jour. À l'aide d'un format de vignette et de bande pour afficher l'ordre du jour, les utilisateurs peuvent également accéder aux documents à l'appui et de faire des commentaires au moyen d'un écran tactile ou d'une interface traditionnelle à l'aide d'une souris. Binder Browser a été adopté pour toutes les réunions du Cabinet et les comités du Cabinet, et la nouvelle administration l'a également adopté comme outil normalisé pour les réunions du Cabinet et du Conseil du Trésor. Cela signifie que les réunions du Conseil des ministres et du Conseil du Trésor de l'Ontario sont maintenant entièrement numériques.

L'utilisation de l'outil dans l'ensemble de la collectivité des utilisateurs comprend :

- Plus de 30 comités
- Plus de 2 000 utilisateurs
- Plus de 600 classeurs ont été créés par voie électronique, économisant ainsi de nombreuses heures d'impression et d'assemblage ainsi que des milliers d'arbres.

eApprovals (Approbations électroniques)

eApprovals est un outil de flux de travaux d'approbation utilisé pour approuver numériquement des lots de documents, tels que des notes d'information et des rapports.

Ce système remplace le processus traditionnel d'impression, de signature, de numérisation, d'envoi de courrier électronique et de répétition par une application facile à utiliser basée sur un navigateur (plus d'impression) qui peut prendre en charge tout type de fichier et peut être utilisée en quelques minutes.

eApprovals aide à réduire les coûts globaux de la FPO pour les systèmes d'approbation, en utilisant un système d'entreprise commun qui exploite une solution et une infrastructure pour tous les ministères. Ce système permet également de réduire la quantité totale de papier nécessaire dans la FPO.

Modèle d'effectif occasionnel

Le GOC a toujours dirigé un modèle novateur d'effectif occasionnel pour appuyer les clients de la FPO et du SPE sur les projets d'ITI. Nous offrons un répertoire d'environ 200 employés internes hautement qualifiés, possédant une expertise technique en architecture, en gestion de projets, en analyse et en évaluation des facteurs relatifs à la vie privée. De plus, le GOC appuie l'embauche d'experts-conseils externes au moyen des fournisseurs attitrés axés sur les tâches, où le gouvernement de l'Ontario dépense plus de 120 millions de dollars par année. Depuis la mise en place du modèle d'effectif occasionnel, en 2009, le GOC a contribué à l'évitement des coûts de 68,9 M\$ (dont 4,4 M\$ au cours du dernier exercice). Le GOC continue d'étudier et de déterminer l'adoption de mécanismes de prestation de services de rechange pour accroître la valeur et l'efficacité dans la gestion de l'effectif occasionnel.

Modèle de données prédictives criminalistiques

Le Modèle de données prédictives criminalistiques appuie la prévention de la fraude, ce qui accroît l'intégrité et la qualité du processus d'embauche de l'effectif occasionnel. Cela permet à la province de signaler toute activité inhabituelle ou donnée incohérente. L'outil fournit des résultats récapitulatifs sur les fournisseurs ou experts-conseils, y compris des indicateurs pour :

	<ul style="list-style-type: none"> • le non-respect possible du processus d’approvisionnement et le paiement frauduleux ou erroné possible aux fournisseurs (après l’approvisionnement); • les renseignements incohérents présentés par les fournisseurs. <p>GPPP Planview</p> <p>À l’appui des priorités stratégiques du gouvernement visant à centraliser et à normaliser les services de TI, et à communiquer des renseignements pour favoriser la prise de décisions fondées sur des données probantes et l’efficacité des processus, le GOC offre un service de Gestion de portefeuille de projets Planview (GPPP) à l’échelle de l’organisme. Planview simplifie l’organisation des renseignements, offre des capacités pour gérer les efforts et les coûts liés aux stratégies, aux projets, aux finances, et aux ressources, et permet de générer des rapports et des analyses, du niveau du projet jusqu’au niveau stratégique de l’organisme. Planview est devenue la première solution de GPPP à l’échelle de l’organisme dans la FPO et est pleinement exploitée par tous les organismes de groupement d’ITI, ainsi que par certains clients opérationnels. En 2018-2019, le GOC a appuyé l’adoption de Planview pour la gestion des risques et des problèmes ministériels et la planification opérationnelle. Parmi les principaux avantages, mentionnons une meilleure visibilité du travail accompli par l’organisme, des contrôles renforcés, la qualité et l’établissement de rapports, et une capacité organisationnelle accrue.</p> <p>Gestion du changement organisationnel</p> <p>Le GOC élabore un modèle de service pour accroître la réussite des initiatives de la fonction publique en améliorant la façon dont les personnes vivent le changement (Gestion du changement organisationnel). L’accent est mis sur l’élaboration d’une méthodologie des meilleures pratiques harmonisée aux fins d’utilisation dans la fonction publique, sur les indicateurs de rendement clés qui mettent en évidence les avantages et le rendement du capital investi, sur les recommandations en matière de prestation des services (par exemple, modèles d’encadrement, options de mise en œuvre) et sur les compétences et les capacités des agents en matière de changement.</p>	
<p><u>Division de l’Information, de la protection de la vie privée et des archives (IPVPA)</u></p>	<p>Mises à jour législatives</p> <p>Modifications ciblées à la législation ontarienne relative à l’accès et à la protection des renseignements personnels afin de favoriser le partage de données à des fins de recherche et d’analyse de politiques dans le respect de la vie privée.</p> <p>Rapport sur l’état actuel de la gestion de la protection de la vie privée</p>	<p>John Roberts, Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l’Ontario IPVPA john.roberts@ontario.ca</p>

	Réalisation d'une analyse complète de l'état actuel de la capacité, des activités et des processus de gestion de la protection de la vie privée de l'Ontario; y compris une importante participation des intervenants internes.	
<u>Services technologiques pour la justice (STJ)</u>	<p>Dépôt en ligne des poursuites civiles</p> <p>La création d'un service de dépôt en ligne des poursuites civiles à la Cour supérieure de justice permet aux utilisateurs d'engager des actions et de déposer des documents pour des actions civiles, tels que : déclaration, avis d'action, affidavit du tuteur à l'instance d'un demandeur frappé d'invalidité, demande d'instance bilingue, consentement à déposer des documents en français, ainsi que d'effectuer des paiements pour ces dépôts. On étendra ce service progressivement à d'autres types de documents afin d'offrir une expérience et des services plus pratiques aux utilisateurs.</p> <p>La première vague de projets de ce service en ligne a été lancée en avril 2017 à titre de projet pilote à cinq endroits (Brampton, Ottawa, Newmarket, London et Sudbury). Elle a été suivie par les vagues 2 et 3 qui ont élargi la fonctionnalité existante pour inclure les profils de compte, l'historique consultable des dépôts en ligne et le dépôt de documents supplémentaires en ligne comme les énoncés de défense et les preuves de service.</p> <p>La quatrième vague s'est achevée en novembre 2018 et a fourni aux utilisateurs un service amélioré en ce qui concerne les aperçus de documents, la saisie automatisée de données pour les champs communs et l'amélioration de la convivialité de l'application globale.</p> <p>Depuis son lancement, 35 % des déclarations totales ont été déposées par voie électronique au moyen du portail de dépôt électronique.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offre des services en ligne simples, modernes et conviviaux, tant au public qu'à nos partenaires. • Offre aux Ontariens qui intentent des poursuites civiles à l'aide des services en ligne qui sont accessibles, adaptés et faciles à utiliser. <p>Les Ontariens pourront déposer rapidement et facilement leurs documents relatifs aux actions civiles et en faire le suivi en ligne.</p> <p>Projet de Réforme de la collecte, de l'analyse et de la gestion des données (RCAGD)</p> <p>Les équipes de développement et d'analyse du RE ont travaillé en collaboration avec la Division de la modernisation des services correctionnels du ministère du Solliciteur</p>	<p>Robin Thompson</p> <p>Dirigeant principal de l'information</p> <p>Services technologiques pour la justice</p> <p>416-277-9611</p> <p>Robin.M.Thompson@ontario.ca</p>

général afin de réformer tous les processus de gestion des dossiers papier dans les Services correctionnels en systèmes numériques ou électroniques, notamment :

- Mise à jour des données du Système informatique de suivi des contrevenants (SISC) pour les 25 établissements correctionnels provinciaux afin de déterminer leur capacité de base et d'établir l'objectif désigné des logements.
- Le suivi, les rapports et les analyses sur l'isolement ainsi que des rapports sur la gestion des analyses et de la capacité ont été introduits pour assurer le suivi électronique de la capacité institutionnelle dans la province, les régions et les établissements correctionnels.
- Le processus de suivi de la capacité et de l'utilisation sur papier sera interrompu d'ici la fin de l'exercice 2019-2020.
- Le suivi des données de verrouillage a été mis en œuvre pour l'analyse numérique des détails sur l'événement de confinement, comme la durée, les personnes touchées, et les motifs du confinement.
- Le Portail d'analyse et du renseignement d'entreprise a été lancé pour offrir un accès centralisé aux renseignements sur l'isolement, le confinement et la capacité, aux IRC connexes et à l'analyse en libre-service.
- Fourniture d'outils de production de rapports essentiels pour les décideurs, notamment
 - Rapports détaillés et récapitulatifs sur l'isolement et la dérogation
 - Rapports sur la capacité des établissements par population et par emplacement
 - Rapport de planification sur l'isolement quotidien
 - Rapport d'exception sur la qualité des données de confinement
 - Cubes analytiques
- Suivi et rapports pour les mesures d'adaptation en matière de droits de la personne

Tous les tableaux de bord liés au RE sont achevés; toutefois, nous attendons la confirmation stratégique avant de publier les tableaux de bord connexes au portail du RE correctionnel. Cela est prévu à la fin de l'automne 2019.

Résultats :

- Permettre aux Services correctionnels de comprendre les principaux enjeux dans les établissements pour une prise de décision fondée sur des données probantes et une meilleure gestion

- Accroître la transparence du public à l'aide des programmes d'amélioration des établissements dans toute la province
- Amélioration des rapports sur l'assurance qualité et la surveillance
- Remplacement des processus manuels et papier existants
- Outils de production de rapports sur le renseignement d'entreprise et les analyses
- Gestion des données (extraits/téléchargements quotidiens aux fins du RE)
- Mesures de rendement fondées sur les résultats

Déploiement de mémoires électroniques (déploiement de SCOPE)

SCOPE est le système du ministère du Procureur général qui prend en charge le suivi de la divulgation des affaires pénales par les services de police (municipaux et Police provinciale de l'Ontario (PPO)), la gestion des cas, la gestion des dossiers et la planification numérique. Il est progressivement déployé dans les bureaux de la Couronne de la province.

À l'heure actuelle, 90 % du volume des affaires pénales engagées en Ontario se trouvent dans la base de données SCOPE, qui comprend 26 services de police municipaux et des détachements proches de la PPO. Depuis janvier 2018, cela inclut des déploiements dans 18 services de police municipaux et 58 détachements de la PPO et de services de police autochtones.

- Service de police de Hamilton
- Service de police de Peterborough
- Service de police de la Ville de Kawartha Lakes
- Service de police de Northumberland/Cobourg/ Port Hope
- Service de police d'Anishinabek
- Service de police de Barrie (y compris les services de police de Simcoe-Sud)
- Service de police de North Bay
- Service de police de Sudbury
- Service de police de Belleville
- Service de police d'Orangeville
- Service de police de Shelburne
- Service de police de St. Thomas
- Service de police de Woodstock
- Service de police de Sarnia
- Service de police de Cornwall
- Service de police d'Owen Sound
- Service de police de Sault-Sainte-Marie

	<ul style="list-style-type: none"> • Service de police de Brockville <p>Résultats :</p> <p>Pour les sites où SCOPE a été déployé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les affaires pénales de l'Ontario sont reçues, suivies et les divulgations diffusées par voie électronique. • Toutes les informations sont partagées électroniquement entre les juridictions, à travers le MPG et avec les partenaires de justice externes. • Tous les membres du personnel de la Couronne sont inscrits à l'horaire par voie électronique. 	
<p><u>Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG)</u></p>	<p>L'initiative d'actualisation du SIGIF</p> <p>Le Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) est un des systèmes clés de planification des ressources d'entreprise (PRE) de la FPO, et il est essentiel pour appuyer les activités de gestion financière pour tous les ministères dans l'exécution de leurs programmes et la prestation de leurs services aux Ontariens.</p> <p>Le projet d'actualisation du SIGIF fait partie d'un cycle nécessaire d'entretien des biens et respecte notre engagement pour moderniser les systèmes informatiques et conserver la transparence et l'imputabilité des finances. Le projet d'actualisation du SIGIF apportera deux importantes améliorations :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le 28 août 2018, la [Direction des systèmes financiers organisationnels] a mis en œuvre avec succès une architecture ultramoderne afin de moderniser l'infrastructure du SIGIF. Une solution technologique solide et innovante est proposée pour permettre la transformation et l'expansion opérationnelles futures de la FPO. Cette fondation technologique agile a introduit la dernière technologie innovante de l'industrie – un système d'ingénierie – et a consolidé l'empreinte du SIGIF de 80 %. La nouvelle infrastructure du SIGIF a ouvert la voie à la mise en place d'une solution en nuage et a permis de répondre aux priorités stratégiques pour être plus rapide, plus intelligent et meilleurs. 2. La modernisation du renseignement d'entreprise qui remplacera les logiciels et boîtes à outils obsolètes d'établissement de rapports et fournira une plateforme de RE et d'analyse moderne, puissante et sécurisée capable de répondre aux besoins organisationnels émergents des ministères et organismes centraux. 	<p>Renee Laforet, Dirigeante principale de l'information, GISG 416-327-7867 renee.laforet@ontario.ca</p>

	<p>Dans la première phase, on a remplacé Discoverer par OBIEE, modernisé la sécurité du RE, migré la Divulgence publique des frais de voyage et d'accueil (DPFVA) vers la base du SIGIF. Elle a été mise en œuvre avec succès le 28 janvier 2019.</p> <p>La deuxième phase a consisté à migrer les prévisions de trésorerie et la consolidation des comptes publics vers le supergroupe du SIGIF, à mettre en œuvre le centre de coûts, et les prévisions salariales et d'ETP dans Hyperion. Le lancement a eu lieu le 31 mars 2019 et le 29 avril 2019.</p> <p>La dernière phase permettra d'accroître l'utilisation de l'analyse des données et de la prise de décisions fondées sur des données probantes en poursuivant la formation sur les jeux de données liés au SIGIF pour les superutilisateurs avancés. Cette phase devrait être achevée d'ici la fin de l'exercice de 2019-2020.</p>	
<p><u>Groupe ITI pour les services de santé (GSS)</u></p>	<p>Refonte du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario plus (RAMO+) :</p> <p>Assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes</p> <p>Le 1er janvier 2018, RAMO+ a été mis en place pour fournir des médicaments financés par des fonds publics aux enfants et aux jeunes de l'Ontario âgés de 24 ans et moins. Le 30 juin 2018, le gouvernement de l'Ontario a annoncé que le programme du RAMO+ serait modifié pour concentrer le RAMO+ sur les enfants et les jeunes qui n'ont pas de régime existant de prestations de médicament d'ordonnance (ces changements sont entrés en vigueur le 1^{er} avril 2019).</p> <p>Les modifications apportées à la solution d'ITI du ministère ainsi que celles apportées par d'autres partenaires du système de santé dans la chaîne de services de bout en bout pour le programme de médicaments de l'Ontario ont été mises en œuvre avant leur entrée en vigueur le 1^{er} avril 2019.</p> <p>Connexion immunisations Ontario/Digital Yellow Card (carte jaune numérique)</p> <p>Connexion immunisations Ontario/Digital Yellow Card (carte jaune numérique) (CION/DYC) demeure un outil Web populaire auprès des Ontariens, qui leur permet de soumettre leur dossier de vaccination et celui de leurs enfants à la santé publique au moyen du Répertoire numérique des immunisations. En août 2019, plus de 228 000 personnes avaient consulté leur carte jaune numérique plus de 350 000 fois et avaient soumis plus de 1 067 000 vaccinations.</p>	<p>Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca</p>

Un certain nombre d'améliorations technologiques ont été apportées à CION au cours de la dernière année pour améliorer l'efficacité opérationnelle, notamment :
Améliorations de la plateforme Docker Enterprise, mise à niveau vers l'orchestration Kubernetes et intégration de solutions à source ouverte de grande valeur et à faible coût, notamment :

- GitLab Enterprise, utilisé comme référentiel de contrôle de code source, à l'appui du déploiement d'intégration continue sur la plateforme Docker Enterprise.
- Sematext, un outil de surveillance reposant sur les conteneurs Docker qui fournit une détection des anomalies et des alertes au sein de la plateforme Docker Enterprise.
- Logsene, qui fournit une gestion des journaux qui permet de faire des recherches dans tous les journaux d'application et de serveur, et fournit des alertes de journal et des tableaux de bord illimités.

Répertoire numérique des médicaments

Le Ministère a élaboré le RNM pour permettre aux médecins, aux pharmaciens et autres fournisseurs de soins de santé d'accéder aux historiques de médicaments délivrés sous ordonnance et des services pharmaceutiques au point d'intervention. Le RNM contient des événements historiques sur les médicaments du système de règlement des demandes de médicaments de l'Ontario (DMO) et des données administrées dans le Système de surveillance des stupéfiants et des substances contrôlées (SSSSC).

Environ 1,4 milliard (sur 8 ans) de dossiers de services publics de pharmacie et pharmaceutiques (par exemple le programme MedsCheck) et 0,2 milliard (sur 6 ans) de dossiers relatifs aux stupéfiants ont été téléchargés dans le RNM et reliés au visualiseur clinique provincial pour utilisation, avec près de 17 millions nouveaux dossiers d'ordonnance ajoutés dans le RNM chaque mois.

En novembre 2018, environ 150 000 fournisseurs de soins de santé (environ 50 % des professionnels de la santé enregistrés en Ontario) étaient admissibles à accéder au RNM, au moyen de deux visionneuses cliniques régionales, sur 546 sites en Ontario, afin d'améliorer la sécurité des patients et la continuité des soins.

Le Ministère évalue actuellement la feuille de route du RNM et déterminera les améliorations progressives et les nouvelles priorités en matière de prestation de valeur en mettant l'accent sur l'habilitation des patients pour avoir accès aux renseignements sur leurs médicaments et leurs services pharmaceutiques, une meilleure intégration

avec le flux de travail des fournisseurs de première ligne et une approche simplifiée pour obtenir des renseignements plus exhaustifs. Le Ministère envisage des options pour demander l'approbation du gouvernement afin de mettre en œuvre cette feuille de route dans le cadre de la stratégie du « Numérique d'abord pour la santé ».

Échange d'information numérique sous autorisation spéciale (EINAS)

Le projet d'EINAS permet de moderniser le Programme d'accès exceptionnel (PAE) du Programme public de médicaments de l'Ontario en donnant aux personnes l'accès à des médicaments vitaux plus rapidement avec des améliorations aux suivantes :

- l'expérience des patients : accélérer le délai pour recevoir une décision du PAE;
- l'expérience des prescripteurs : réduire le fardeau administratif pour que les prescripteurs puissent se concentrer sur la prestation de soins directs aux patients;
- l'exécution du programme
 - réduire les efforts nécessaires pour gérer le Programme au nom des patients,
 - gérer des règles administratives complexes puisque les médicaments du PAE sont chers et les critères de financement sont complexes,
 - gérer les volumes croissants en raison des changements apportés au programme et le vieillissement de la population.

La portée de cette initiative comprend un service en ligne pour les prescripteurs, y compris une décision en temps réel sur de nombreux médicaments, des analyses de données améliorées sur la gestion du Programme, l'amélioration de la production de rapports et de l'automatisation pour les services administratifs.

Un prototype a été mis à la disposition de certains fournisseurs de soins de santé en décembre 2018 pour obtenir les commentaires des cliniciens dans le cadre d'une stratégie de développement Agile qui a abouti au lancement en production limité de l'EINAS à un groupe pilote de 240 prescripteurs le 1^{er} avril 2019. En mai 2019, l'accès à l'EINAS a été considérablement élargi à plus de 10 000 prescripteurs, suivi de la mise en œuvre d'une version améliorée de la solution d'EINAS à tous les médecins et infirmiers de l'Ontario (plus de 40 000 utilisateurs possibles) à compter du 1^{er} juillet 2019. Plus de 140 formulaires dynamiques basés sur des critères sont maintenant disponibles en ligne et des formulaires supplémentaires sont ajoutés chaque mois. Les demandes présentées en ligne peuvent sauter plusieurs étapes administratives préliminaires et, par conséquent, les délais d'exécution pour les présentations de L'EINAS ont été nettement plus rapides que pour les formulaires envoyés par télécopieur.

	<p>Service d'agrégation du système de localisation automatique des véhicules (LAV)</p> <p>Les technologies de localisation automatique des véhicules (LAV) utilisent les données de localisation des satellites et GPS pour suivre l'emplacement en temps réel de chaque ambulance en Ontario. Ces renseignements sont essentiels pour permettre aux agents de communication des services ambulanciers d'attribuer un appel médical 911 à la ressource ambulancière la plus appropriée. Ces renseignements, une fois reçus, sont intégrés dans les couches de cartographie du Système d'information géospatiale dans les diverses technologies d'envoi.</p> <p>Le Ministère a remplacé une solution existante et a mis au point un service d'agrégation de LAV qui a regroupé les flux de 56 services paramédicaux en temps réel et transmis ces données aux centres d'envoi des ambulances appropriés. Cette solution a été mise en œuvre et mise en production en juin 2019, en tirant parti d'une combinaison de développement interne et de technologies infonuagiques disponibles. Le résultat a été considérablement amélioré le service et fourni des capacités améliorées de surveillance et de gestion des incidents.</p>	
<p><u>Groupement ITI pour les services à la collectivité (GSC)</u></p>	<p>Moderniser la garde d'enfants</p> <p>Le Système de gestion des permis des services de garde (SGPSG) a été conçu et exécuté avec succès pour appuyer la réduction du traitement manuel et l'exécution en temps réel d'un mécanisme électronique en ligne pour consigner les plaintes concernant les programmes sous licence. Cette solution permet au personnel du Ministère de consigner et de gérer les plaintes du public de façon cohérente et centralisée tout en assurant l'exactitude des données. De plus, la base de données provinciale appuie la réponse en temps opportun à des plaintes et permet des analyses de données pour dégager les tendances et la fourniture de rapports au niveau provincial.</p> <p>En mars 2019, une nouvelle version a été lancée avec succès pour prendre en charge d'autres fonctions et améliorations. La principale amélioration de la version a été de permettre aux gestionnaires régionaux et au coordonnateur des comptes de modifier le mode de paiement au besoin en fonction des demandes des personnes. De plus, on a modifié le module de sondage du SGPSG afin de tenir compte des nouveaux éléments de collecte de données.</p> <p>La [Solution d'analyse pour la petite enfance (SAPE)] est une solution de renseignements d'entreprise et d'établissement de rapports conçue pour intégrer les</p>	<p>Soussan Tabari, Dirigeante principale de l'information, GSC 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>

données provenant des nombreuses solutions opérationnelles en matière d'ITI pour soutenir une prise de décisions fondée sur des données probantes. La SAPE fournit une solution souple sur le Web qui crée et distribue des rapports normalisés pour aider le personnel du Ministère à gérer la répartition de la charge de travail dans sept régions. La SAPE comprend 30 rapports normalisés et trois tableaux de bord ainsi qu'une fonction libre-service de production de rapports ponctuels qui permet au personnel du Ministère de faire le suivi des renseignements de permis de garde d'enfants et de cerner les tendances et les enjeux dans plusieurs régions au fil du temps.

Au cours des derniers mois, de nombreuses améliorations ont été apportées à la SAPE afin de prendre en compte les nouvelles fonctions et modifications du système source du SGPSG, ainsi que la nouvelle fonctionnalité de production de rapports conçue pour faciliter la réalisation et la surveillance des initiatives du ministère axées sur le portefeuille de la petite enfance. Ces améliorations ont toutes pour objectif de fournir un processus souple et rationalisé qui répond efficacement aux besoins en matière de rapports, réduit les efforts manuels autant que possible et garantit la qualité des données. À l'avenir, le projet commencera à mettre en œuvre les méthodologies Lean Six Sigma pour appliquer les meilleures pratiques et affiner davantage le développement et la fourniture de nouvelles fonctionnalités, y compris un rapport sur le sondage actualisé sur les services de garde publié au printemps 2019 ainsi qu'un rapport actualisé sur le profil municipal prévu à l'été 2019.

Une nouvelle collection (Expériences sur la petite enfance) a été ajoutée au Système d'information scolaire de l'Ontario pour recueillir des renseignements exhaustifs et rétrospectifs au sujet de la participation d'un enfant dans les programmes de la petite enfance. Les données seraient demandées au moment de l'inscription de l'enfant à la garderie et permettraient de mieux comprendre comment les familles accèdent aux programmes, et d'améliorer l'élaboration des politiques et l'exécution des programmes.

ON y va est une application de collecte de données pour consigner l'emplacement et les coordonnées à jour des centres pour l'enfant et la famille partout en Ontario. Ces données permettent d'afficher une carte publique dans le site Web Ontario.ca, et de rendre compte au gouvernement fédéral sur la situation des centres ON y va en Ontario (les rapports comprennent, des programmes autochtones et francophones, des heures d'ouverture, etc.).

En 2018, les emplacements et les coordonnées ont été recueillis pour plus de 1 000 emplacements de centre ON y va et ont permis de remplir une carte publique

dans le site Web Ontario.ca afin d'offrir aux parents une vue à jour de tous les programmes ON y va, leur emplacement et leurs heures d'ouverture dans l'ensemble de l'Ontario.

Le **Système d'administration des données d'investigation (SADI)** a été mis au point pour faciliter le suivi et la surveillance des enquêtes sur les services de garde d'enfants pour appuyer l'application des dispositions liées à la garde des enfants, comme mandaté par la Loi sur la garde d'enfants et la petite enfance. À l'aide du cadre d'application et de modernisation des services de garde d'enfants déjà mis en place, et de la technologie de la plateforme de gestion de cas (Siebel), le système a été conçu et lancé en novembre 2015 pour commencer la saisie des cas d'établissements de garde d'enfant non réglementés et faciliter les processus d'inspection et d'exécution. Le système consigne tout le cycle de vie des enquêtes de garde d'enfants, y compris les plaintes, les premières visites, les enquêtes, les mesures d'exécution, et les poursuites, et comprend une fonctionnalité d'analyse de données.

Une application mobile a bien été livrée en mars 2017, accompagnée d'un nouvel environnement d'infrastructure pour appuyer le lancement. Cette solution mobile permet aux enquêteurs d'utiliser un appareil mobile tout en menant les enquêtes et les inspections des garderies. Cela réduit les temps de traitement et permet aux utilisateurs de se connecter au système principal de gestion de cas pour récupérer les détails des cas et utiliser des enregistrements de voix, des images et des vidéos pour appuyer les enquêtes.

Les enquêteurs sur le terrain qui mènent leurs enquêtes sur iPad tirent actuellement parti de la solution mobile et sont en mesure ramener les temps de traitement à l'objectif de 50 % en réduisant le temps de rédaction du rapport consécutif à la visite d'enquête pour entrer des notes dans le système.

Depuis que la solution a été fournie, des améliorations ont été apportées pour tenir le système à jour, telles que l'ajout d'un système de suivi des feuilles de temps, l'introduction de nouveaux modèles de conformité et la fonctionnalité de recherche globale.

Application de l'intelligence artificielle aux documents non structurés

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité a collaboré avec la Division de la planification des systèmes, de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Éducation (EDU) pour restructurer la solution « **Made in EDU** » existante. La solution permet aux analystes des politiques et des programmes d'accéder à un répertoire de

documents pour déterminer et localiser les rapports et documents de recherche, d'évaluation et de mobilisation des connaissances déjà obtenus afin de faciliter l'élaboration des politiques et des programmes.

Lancée en avril 2019, la solution remaniée intègre l'intelligence artificielle, en particulier la compréhension du langage naturel, qui permet aux utilisateurs d'effectuer plus rapidement des recherches plus pertinentes et d'explorer des recherches tangentielles et connexes. La solution « **Revamped Made in EDU** » a permis aux utilisateurs d'effectuer leurs recherches en utilisant des expressions d'une manière qui leur est naturelle plutôt que d'adapter leur recherche à la machine et a employé une interface utilisateur simple et intuitive qui a grandement amélioré la convivialité de la solution. La solution fondée sur l'IA a permis de renforcer la confiance dans la pertinence des résultats de recherche et de réduire considérablement le temps nécessaire pour trouver un document ou une ressource précis par rapport à la solution précédente.

Grâce aux améliorations apportées à cette solution fondée sur l'IA, les utilisateurs du ministère de l'Éducation seront mieux outillés pour mener la recherche nécessaire à l'élaboration de politiques et de programmes conformes aux priorités gouvernementales qui répondent aux besoins éducatifs des étudiants de l'Ontario et de leurs parents.

Foyers de soins de longue durée – Réduction des taux

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité (GISC) a travaillé en étroite collaboration avec la Division des foyers de soins de longue durée du ministère de la Santé et des Soins de longue durée (MSSLD) et le Groupement ITI pour les services de santé (GISS), pour mettre en œuvre le Système électronique d'information pour la réduction de tarifs (E-RRISA) pour moderniser le secteur d'activités de la réduction des tarifs pour les foyers de soins de longue durée (FSLD).

Les résidents des FSLD sont tenus de contribuer au coût de leur logement (de base ou de préférence) au moyen d'une quote-part. Pour s'assurer que le revenu ne constitue pas un obstacle à l'accès, les résidents qui ne disposent pas d'un revenu suffisant pour payer le taux de quote-part pourraient être admissibles à une réduction du montant de leur quote-part. On appelle cela la « réduction des taux » et elle est disponible uniquement aux résidents d'un logement de base. Les FSLD soumettent des demandes de réduction des taux au Ministère pour le compte des résidents. On estime que le Ministère reçoit environ 33 000 demandes par année.

Le système E-RRISA est intégré à la fonction de vérification automatisée du revenu, où un avis de cotisation détaillé pour les résidents de soins de longue durée peut être récupéré de l'ARC et rempli dans le système E-RRISA pour la demande de réduction des taux. Cette fonction améliore l'exactitude des données et réduit la saisie manuelle par les administrateurs de FSLD. Le GSC continue d'appuyer le système E-RRISA pour toutes les activités de soutien à l'exploitation et à la production, y compris l'entretien de l'infrastructure et des applications.

Une solution intégrale de gestion du cycle de vie des fournisseurs de services

La Division de l'emploi et de la formation (DEF) du ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU) a travaillé en étroite collaboration avec le GISC pour une solution complète de gestion du cycle de vie des fournisseurs de services (SP Connect). La solution comprend plusieurs fonctionnalités, par exemple la planification opérationnelle, la passation de marché sur l'accord sur les paiements de transfert avec l'élaboration, l'évaluation, la recommandation, les approbations, le modèle d'accord et la production d'un plan. La solution permet également la gestion des accords, surveille le rendement et les données financières de même que les suivis, et évalue le fournisseur de services et les accords de paiement de transfert.

Cette solution fournit un cadre homogène pour la planification, la livraison et la surveillance des programmes et des services avec cohérence et efficience. La conception hautement configurable basée sur le modèle permet aux secteurs de programme de concevoir, d'exécuter et d'évaluer les programmes et les services, en plus d'apporter des changements rapides, le cas échéant. La souplesse et la capacité de la conception du système permettent son exploitation dans le gouvernement de l'Ontario pour des exigences semblables.

Le système a été mis en œuvre en mars 2017, et il y a eu depuis lors des améliorations pour accroître l'efficacité et alléger davantage le fardeau administratif pour le Ministère et les fournisseurs de services. Nous avons également apporté les améliorations nécessaires pour tenir le système à jour, comme la mise à jour des modèles de programme. À l'heure actuelle, des changements sont apportés à la Transformation des services d'emploi (TSE) de l'Ontario, qui consiste à intégrer les programmes d'aide sociale et les programmes d'Emploi Ontario.

Collecte automatisée de données financières et de données sur la dotation auprès des municipalités de l'Ontario

La suite de produits de planification Hyperion d'Oracle a été déployée pour automatiser et sécuriser le processus de collecte de données financières et de données sur la

dotation de plus de 444 municipalités en Ontario. Autrefois, cette tâche (appelée les rapports d'information financière) était accomplie au moyen de feuilles de calcul et de courriels, ce qui donnait lieu à une méthode de collecte exigeante en main-d'œuvre, assujettie aux erreurs et non sécurisée qui a été remplacée par une application de planification financière centralisée inspirée de l'approche de transmission électronique des déclarations de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Un des principaux objectifs de ce nouveau système entièrement modernisé consiste à permettre l'utilisation interne plus efficace des données recueillies (traitement analytique en ligne) et de faciliter l'échange de données parmi tous les intervenants à l'aide des interfaces connues, par exemple Microsoft Excel. Cela a été mis en œuvre dans toutes les municipalités de l'Ontario et a été lancé en mars 2017.

Un petit projet pilote a été achevé en mars 2019 pour moderniser le site Web public actuel afin de faciliter l'accès aux données des rapports d'information financière et de les rendre utiles. On demande du financement pour poursuivre ce travail dans le but ultime d'offrir un accès dynamique directement aux données des rapports d'information financière afin de remplacer l'approche statique de fichiers csv actuellement utilisée.

Amélioration de la convivialité et de la disponibilité des données sur l'éducation

Le ministère de l'Éducation de l'Ontario (MEO) a comme mandat de recueillir des renseignements sur les études auprès des écoles et des commissions scolaires partout en Ontario aux fins d'établissement de rapports, d'analyse et de prise de décisions fondées sur des données probantes.

À titre d'évolution de l'entrepôt de données existantes, le Groupement ITI pour les services à la collectivité, avec leurs partenaires du MEO, ont harmonisé la riche collecte d'information sur l'éducation avec les nombreux processus opérationnels que le Ministère utilise chaque jour. Par conséquent, la facilité d'emploi des renseignements s'est considérablement améliorée, de même que l'efficacité du stockage et de la récupération des données. De plus, il existe également une nouvelle capacité permettant d'établir des liens vers bon nombre d'autres ensembles de données internes et externes, offrant la possibilité d'une analyse de l'éducation plus exhaustive. Cette nouvelle approche dimensionnelle a mené à la création de l'Entrepôt de données sur l'éducation de l'Ontario (EDEO), en tant que chef de file de l'industrie.

Avec un ensemble complet de données sur l'éducation maintenant disponible, l'objectif d'élaboration de l'EDEO a été sur la création d'entrepôts de données axés sur les opérations établis sur la réussite et l'obtention de diplôme des étudiants. Des travaux

ont également été effectués pour rendre les renseignements du niveau de l'étudiant accessibles à plusieurs directions dans le Ministère afin que les données soient utilisées de façon uniforme.

Pour fournir un créneau efficace dans cette source de données enrichie, le MEO et le GISC ont pris de l'avance dans l'espace libre-service des renseignements organisationnels avec la création du **Centre d'information sur l'éducation (CIE)**.

Le CIE est un portail de présentation de rapports et d'analyse à l'usage du MEO et des représentants provenant de 72 conseils scolaires et de quatre autorités scolaires financés par l'État. Cela permet au CIE de partager des applications de présentation de rapports interactives avec les intervenants du ministère et des conseils scolaires en leur donnant un point de vue unique sur les tendances et les résultats en éducation au moyen d'une interface Web facile à utiliser.

Des lancements récents comprenaient une interface de profil analytique sur l'éducation des Autochtones qui permettra aux utilisateurs d'examiner les tendances d'inscription et les résultats de réussite des étudiants pour les étudiants qui se sont identifiés comme autochtones. Un autre lancement récent comprenait une nouvelle application de profil de conseil scolaire, qui offre une vue globale des statistiques d'éducation pour chaque commission scolaire.

En septembre 2017, il y a eu un changement majeur dans la prestation des applications avec la migration du CIE vers le nuage – la première application intégrée de la FPO à le faire. Le passage à l'infonuagique a permis une utilisation plus souple des ressources, la prestation rentable des applications et l'amélioration du délai de mise sur le marché.

Le 15 mai 2019, la mise en œuvre de la phase 2 du portail du CIE a été approuvée. La principale nouvelle fonction introduite est une importante amélioration de l'outil utilisé pour interroger des données. La suite d'outils Power BI de Microsoft remplacera le produit Power View actuellement disponible. Ce changement se traduira par une importante amélioration des capacités du CIE. Le nouvel outil est entièrement compatible avec tous les navigateurs Internet et est accessible au moyen des applications mobiles. Cela signifie que les utilisateurs du CIE pourront désormais accéder à l'ensemble complet des nouveaux outils de production de rapports à l'aide de n'importe quel navigateur sur une grande variété d'appareils. La mise à niveau à Power BI fournira également aux utilisateurs du tableau de nouvelles fonctions d'analyse qui permettront une planification et une surveillance appuyées des données. La deuxième phase du CIE devrait commencer à l'automne 2019.

Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO)

(Projet phare)

Le RAFEO est un programme phare du ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU). Le RAFEO est chargé d'administrer les régimes provinciaux et fédéraux d'aide financière aux étudiants pour les étudiants de l'Ontario qui effectuent des études postsecondaires.

Le RAFEO offre aux étudiants admissibles de l'Ontario l'aide financière nécessaire pour payer les coûts liés aux études comme les frais de scolarité, les livres, les frais de subsistance et le transport. De plus, le RAFEO offre des options d'aide au remboursement lorsque les étudiants finissent leurs études. L'aide financière comprend plus de 20 instruments de financement et peut venir de diverses manières : subventions, bourses, bourses d'études, bourses de perfectionnement, réduction de dettes, l'exemption d'intérêts, programme de travail-étude, ou prêts.

Le RAFEO est une solution Web mobile qui comprend plus de 50 applications et sous-systèmes pour appuyer la collecte de données et le traitement des demandes pendant trois années universitaires, et la consultation de données pour toutes les années historiques. Le RAFEO est utilisé par plus de 3 millions d'étudiants ontariens, des centaines d'employés du Ministère et plus de 3 000 agents d'aide financière dans plus de 2 000 bureaux financiers répartis dans plus de 2 000 universités et collèges du monde entier.

Au cours des 12 derniers mois, il y a eu plus de 40 versions dans tous les principaux sous-systèmes et applications pour appuyer les priorités gouvernementales, les changements stratégiques et les améliorations. Il s'agissait notamment de modifier le système pour l'harmoniser avec les engagements financiers du gouvernement, de restructurer le système de conversion des subventions en prêts et de remboursement des subventions, de changer le système de paiement manuel en système de paiement électronique pour les étudiants à temps partiel de base, de mettre en œuvre un nouveau portail de fichiers de données pour l'intégration de tiers et les améliorations liées à la conformité à la Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO) [et à la sécurité](#).

Système d'information sur les autorisations et les inscriptions concernant les programmes (SIAIP)

L'application du SIAIP du GISC est un exemple de la façon dont le GISC permet aux organisations de faire des affaires avec le gouvernement au moyen de la numérisation,

du libre-service et de la rationalisation des processus. En février 2019, l'application du SIAIP a été lancée. Le SIAIP automatise les processus opérationnels de bout en bout entre le MFCU et environ 500 collèges privés d'enseignement professionnel (CPEP). Le SIAIP appuie le rôle du Ministère dans la surveillance et la réglementation des CPEP, et dans la modernisation des activités de base de la direction au moyen de l'automatisation, de la restructuration des processus opérationnels, et de l'amélioration de la gestion des données.

Le SIAIP est une transformation pour le secteur des CPEP, car il représente un grand pas en avant, passant d'un processus essentiellement papier à une véritable prestation de services numériques. La refonte des processus opérationnels et l'automatisation réduiront considérablement le fardeau administratif du secteur des CPEP et des opérations internes de la Direction des collèges privés d'enseignement professionnel (DCPEP), ce qui permettra d'améliorer les délais d'exécution des services clés. Le SIAIP offrira une expérience utilisateur axée sur la clientèle aux intervenants de son secteur au moyen d'une interface utilisateur moderne et de la commodité de la présentation de demandes sans papier et du traitement en ligne des paiements.

L'application du SIAIP démontre également la capacité de la DCPEP à renforcer les investissements en ITI. Le SIAIP a été développé sur la plateforme iACCESS. Il s'agit de la plateforme qui a d'abord été élaborée pour permettre la création d'un programme d'aide financière aux étudiants (« RAFEO ») au MFCU et qui a ensuite été exploitée pour les divers secteurs d'activité suivants :

- Garde des enfants – ministère de l'Éducation
- Archéologie et patrimoine – ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport
- Soins de longue durée – ministère de la Santé et des Soins de longue durée
- Programmes résidentiels pour les enfants et les jeunes – ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires
-

2. Priorités :

Décrivez brièvement les mesures et les aspects en matière de GI-TI auxquels votre organisation entend se consacrer en priorité au cours de 12 à 36 prochains mois.

Le CDPISP s'intéresse particulièrement à l'information des administrations dans les domaines suivants :

- **Gouvernement numérique**
- **Cybersécurité**
- **Gestion des talents**

**Groupement ITI pour
les terres et les
ressources (GITR)**

Service de réservation et d'enregistrement de Parcs Ontario (SREP)

Le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPNP) gère 329 parcs de l'Ontario en assurant des activités de protection, de conservation, d'éducation et de loisirs, notamment : le camping, la randonnée, le canot, la natation, le ski, la raquette et l'observation de la nature.

Le MEPP s'est associé au GITR pour remplacer le système de réservation et d'enregistrement existant par un service de commerce électronique moderne et des outils de veille stratégique et de gestion des revenus du ministère. Les données seront diffusées le 26 octobre 2019.

Résultats escomptés :

- Un accès public plus rapide et plus facile aux informations, inscriptions et réservations de Parcs Ontario.
- Un accès en ligne aux services et à l'information 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.
- Rationaliser l'expérience publique dans les parcs (enregistrement, permis, fournisseur).
- Cerner les opportunités d'amélioration des services et fonctionnalités numériques de Parcs Ontario.
- Une amélioration des données et renseignement d'entreprise du Ministère.

Projet de restructuration de la conformité et des systèmes informatiques (PRCSI)

Le MEPP protège notre environnement naturel et nos collectivités saines au moyen de programmes réglementaires, de la surveillance de la conformité et de l'application, au besoin. Ce projet permettra de moderniser les principaux programmes de conformité réglementaire du Ministère et les processus opérationnels connexes, et favorisera une approche axée sur les risques au moyen de la mise en œuvre d'une solution de conformité et d'application. Le Centre d'intervention en cas de déversement (CID) a été lancé en septembre 2018, et on élabore un plan de projet intégré et commence la prestation itérative.

Résultats escomptés :

- Accès central aux données et aux renseignements, avec des renseignements généraux sur la conformité pour chaque secteur réglementé.
- Renseignement d'entreprise et analyse pour favoriser :
 - Surveillance de la conformité et assurance.
 - Planification et décisions axées sur les risques.
 - Recherche et élaboration de politiques.
 - Économies et fonctionnalité améliorées, remplacement des systèmes existants.

John DiMarco

Dirigeant principal de
l'information
GITR

416-326-6954

john.dimarco@ontario.ca

Portail d'information sur les ressources naturelles (PIRN) (MRNF)

Le ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) offre des services de gestion des ressources pour la gestion durable et les industries pour la prospérité économique et la qualité de vie. Ce projet mettra en œuvre un portail public en ligne pour offrir aux entreprises et aux Ontariens des services et des renseignements axés sur les ressources dans le cadre d'une solution infonuagique achetée (SIA). Il est lié à la Stratégie de solution commerciale commune (SCC) de la Division des opérations régionales, et le Portail d'information sur les forêts sera le premier site à être publié.

Résultats escomptés :

- Un portail unique pour des services en ligne rapides, accessibles, conviviaux et sécurisés.
- Amélioration des renseignements, des rapports et de l'expérience des utilisateurs pour les utilisateurs de l'industrie ontarienne. Collecte et gestion de données, et amélioration du renseignement d'entreprise pour la prise de décisions fondées sur des données probantes.
- Mise en œuvre d'une solution commune dans tous les secteurs d'activité, et réduction l'empreinte technologique.
- Remplacement des systèmes obsolètes existants, réduction des risques de défaillance du système et introduction de nouvelles fonctionnalités. Amélioration de la qualité des renseignements, et réduction du risque d'erreur de données.

Examen des services de laboratoire et modernisation de la TI (MEPP)

Le MEPP fournit des services de laboratoire analytiques pour appuyer les besoins de surveillance de la conformité, d'audit et d'interventions en cas d'urgence. Le Ministère Fournit des tests de haute qualité, des consultations d'experts, un service de référence scientifique, l'élaboration de méthodes et l'application de la technologie analytique pertinente. Ce projet remplacera l'ancienne technologie des années 1990 par une solution commerciale prête à l'emploi (LCPE) moderne et évolutive.

Résultats escomptés :

- Moderniser les processus actuels (60 % sont actuellement manuels ou papier).
- Simplifier tous les processus opérationnels et améliorer ou automatiser les opérations pour le service de bout en bout (de la réception de la demande à l'envoi des résultats).
- Réduction du risque de défaillance du système et de dégradation des données.

	<ul style="list-style-type: none"> • Regrouper les applications secondaires utilisées pour les données et automatiser la collecte et la gestion des données. • Respecter les normes élevées d'accréditation du Ministère par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). • Améliorer le renseignement d'entreprise et la mesure du rendement des laboratoires. <p>Modernisation d'AgriSuite (OMAFRA) Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales (MAAARO) fournit des outils et des ressources de calcul à l'intention des agriculteurs, des professionnels de l'environnement et de l'agriculture et du personnel du Ministère pour appuyer la Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs et les directives sur les distances minimales de séparation. Ce projet modernisera l'application AgriSuite et 10 calculatrices environnementales au moyen d'une expérience utilisateur numérique et mobile et permettra de lancer deux nouvelles calculatrices (perte de phosphore et émissions de gaz à effet de serre) pour promouvoir des pratiques agronomiques, environnementales et d'utilisation des terres scientifiquement saines.</p> <p>Résultats escomptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès mobile à tous les outils, ce qui favorise la tendance croissante à utiliser des appareils mobiles pour les exploitations agricoles. • Offrir aux utilisateurs actuels une meilleure expérience utilisateur et une souplesse accrue pour mener leurs activités. • Profils clients avec une connexion utilisateur individuelle et rétention des renseignements de profil dans toutes les calculatrices. • Outils de prise de décisions visant à promouvoir des pratiques agronomiques, environnementales et d'utilisation des terres scientifiquement saines (nouvelle perte de phosphore et nouvelles émissions de gaz à effet de serre). 	
<p><u>Services technologiques d'infrastructure (STI)</u></p>	<p>Modernisation de la TI au moyen de l'efficience administrative Conformément aux constatations du récent Plan d'action pour la modernisation de l'Ontario et de l'examen ligne par ligne d'Ernst Young (EY), les STI mènent un programme pluriannuel sur les gains d'efficacité administratifs visant à favoriser l'efficacité, les économies et l'amélioration de la prestation des services pour les employés de la FPO et les Ontariens. Ce programme s'articule autour de quatre volets de travail différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation efficace des services informatiques 	<p>Rocco Passero, dirigeant principal de l'information d'entreprise, STI 416-356-7605 Rocco.Passero@ontario.ca</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Consolidation des infrastructures communes • Approvisionnement sélectif et stratégique • Utilisation plus large des services d'infrastructure de TI de la FPO dans le secteur public (par exemple, Services d'hébergement) 	
<u>Services numériques de l'Ontario</u>	<p>Gestion de l'identité – Identité numérique</p> <p>Interfaces de programmation d'applications (API) et passerelle d'API</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Ontario a commencé à rédiger une validation de principe (VP) pour élaborer des API de base afin d'exposer les données liées à l'identité provenant d'actifs gouvernementaux de confiance. De plus, il s'agit notamment de mettre en place une passerelle d'API qui fournira un point d'accès unique aux utilisateurs internes et externes de ces API pour appuyer la validation en temps réel des déclarations d'identité. Ce travail est effectué dans un environnement de laboratoire ou d'essai contrôlé pour valider les hypothèses sur l'approche et la technologie. <p>VP et projets pilotes sur l'identité numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Ontario a mobilisé des organismes du Ministère dans l'ensemble de la FPO afin de déterminer les possibilités des VP et des projets pilotes de prouver les avantages d'une solution ou d'une approche d'identité numérique (IN). <p>Cadre de fiabilité pancanadien</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Ontario continuera de travailler en étroite collaboration avec les Comités fédéral-provinciaux-territoriaux (FPT) pour faire avancer la priorité de la gestion de l'identité et l'élaboration du Cadre de fiabilité pancanadien (CFP) qui éclairera l'approche stratégique de l'Ontario pour favoriser la mise en œuvre d'un programme d'identité numérique dans la province. • L'Ontario reconnaît également la valeur d'un écosystème d'IN qui peut interagir avec d'autres gouvernements ainsi qu'avec le secteur privé comme moyen de réduire le fardeau pour les citoyens et les entreprises. <p>Sovrin/Portefeuille numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Ontario expérimente l'utilisation des identités numériques à l'aide du réseau décentralisé d'identité Sovrin. Cela comprend l'utilisation du portefeuille numérique Sovrin et la publication des déclarations d'identité dans le portefeuille et sur le réseau de chaînes de blocs Sovrin. Il s'agit d'une autre occasion d'apprentissage pour l'Ontario et les renseignements serviront à éclairer notre avenir. 	<p>Robert Devries Sous-ministre adjoint, Plateformes Bureau du Conseil des ministres 416- 668-5727 Robert.Devries@ontario.ca</p>

<p><u>Groupement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u></p>	<p>Favoriser le numérique d'abord pour la prestation de services Fournir davantage de services gouvernementaux par des moyens numériques pour améliorer les services et réduire le fardeau administratif du personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moderniser les plateformes communes pour permettre la fonctionnalité numérique et réduire les coûts d'hébergement et de maintenance • Automatiser le développement, les essais, et le déploiement des solutions, ainsi que la requalification du personnel affecté aux activités numériques • Étudier l'entrepôt des données centralisés et les modèles de données multiprogrammes pour une vue intégrée • Moderniser les plateformes technologiques de données et d'analyses pour améliorer la gestion des données (y compris la protection des renseignements personnels et la sécurité) <p>Déterminer des économies opérationnelles Trouver des possibilités de réduire les coûts d'exploitation annuels, d'accroître l'efficacité et d'appuyer un développement plus rapide</p> <ul style="list-style-type: none"> • Retirer ou migrer les applications périphériques • Rationaliser les partages de fichiers internes, l'équipement de téléphonie ou de voix et les autres coûts de siège d'utilisateur lorsque la facturation interne dépasse l'utilisation ou la productivité réelle de ces actifs <p>Services ITI du secteur public élargi Élargir les économies liées aux services partagés ITI clés et aux contrats de la chaîne d'approvisionnement de l'Ontario au secteur public élargi. Cela peut aller de la consolidation à la rationalisation des services ITI dans la FPO</p> <ul style="list-style-type: none"> • Explorer les organismes partenaires et les bénéficiaires de paiements de transfert afin de déterminer les organismes ou les partenaires candidats qui bénéficieraient des services d'ITI d'entreprise en tirant parti du pouvoir d'achat de la FPO <p>Élaborer un processus d'admission et un plan de mise en œuvre (effort de collaboration du Bureau du directeur général de l'information pour la fonction publique, qui sera exécuté en partenariat avec les STI).</p>	<p>Antonio Paniccia Dirigeant principal de l'information GSSEJ 416-417-7908 antonio.paniccia@ontario.ca</p>
<p><u>Groupement ITI du travail et des transports (GTT)</u></p>	<p>Gouvernement numérique Le ministère des Transports travaille en collaboration avec le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs (MSGSC) pour faire avancer le programme numérique des gouvernements au moyen de diverses initiatives du numérique d'abord (les 10 transactions les plus demandées et le projet de loi omnibus du numérique d'abord) :</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeant principal de l'information GTT 905-704-2167 Wynnann.Rose@ontario.ca</p>

- **Les 10 transactions les plus demandées** : le ministère des Transports travaille avec le MSGSC pour améliorer 8 parmi les 10 transactions les plus demandées et améliorer l'accès aux services numériques existants, y compris les services en ligne de permis de conduire, de carte de santé, de changement d'adresse, et les avis de renouvellement électroniques, entre autres (c'est-à-dire en s'appuyant sur les transactions existantes).
- Les 10 transactions les plus demandées transféreront près de 10 millions de transactions en personne vers des canaux numériques, ce qui permettra d'économiser jusqu'à 33,5 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.

Garage numérique :

- **Renouvellement des permis de conduire des conducteurs âgés** – Examiner le Programme de renouvellement des permis de conduire des conducteurs âgés et déterminer des possibilités pour la transformation numérique, en augmentant les économies et en améliorant l'expérience utilisateur
- **Vérification du permis de conduire** – Améliorer le service de vérification du permis de conduire en ligne pour fournir aux utilisateurs une façon simple et plus accessible de vérifier la validité d'un permis de conduire, de sensibiliser davantage au service et de créer un mécanisme permettant aux utilisateurs de recevoir en temps opportun des avis de toute modification du statut de permis de conduire
- **Guide de l'automobiliste** – Le passage aux formats numériques est en hausse et nos citoyens s'attendent à ce que nous suivions cette tendance. Grâce à ce projet, nous explorons la possibilité de numériser le Guide de l'automobiliste de l'Ontario.
- **Élimination de la carte de moniteur de conduite** – passer des cartes physiques à un format numérique moderne qui est accessible en ligne ou sur nos appareils mobiles.
- **Carte photo** – permettre le traitement de la demande et du renouvellement de la carte photo de l'Ontario au moyen d'un service numérique.

Projet de loi omnibus du numérique d'abord

Il met en vedette les modifications apportées au Code de la route du MTO visant à éliminer les obstacles législatifs au partage des données et à rendre le MTO la première organisation numérique

- **Phase 1** : Trois modifications réglementaires au Code de la route ont été approuvées :

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Permettre aux clients qui renouvellent leur permis de conduire en ligne d’obtenir un permis de conduire temporaire numérique pour continuer à conduire jusqu’à ce que leur nouveau permis de conduire soit reçu ▪ Autoriser le renouvellement en ligne de la vignette de validation pour les clients dont la vignette de validation a expiré ou expirera dans les 10 jours suivant le renouvellement ▪ Permettre la formation en ligne des conducteurs débutants ○ Phase 2 : Six modifications législatives ont été proposées au Code de la route, demandant l’approbation du GTT en septembre <ul style="list-style-type: none"> ▪ Traiter les documents par voie numérique et permettre l’échange de renseignements à l’échelle du gouvernement (c’est-à-dire, demander un permis de conduire/immatriculer un véhicule en ligne et recevoir un document numérique, et faciliter les ID numériques) ▪ Assurer l’application de la loi sur la route (c’est-à-dire, la capacité à court terme de présenter un permis ou un permis de conduire sur un appareil mobile, la capacité à long terme de transférer des renseignements par voie numérique pour l’application de la loi) ▪ Fourniture électronique de renseignements sans risque de violation de la vie privée (c’est-à-dire en permettant le transfert numérique d’identification (permis de conduire mobile) pour des tiers comme les institutions financières, la LCBO, entre autres) ▪ Autoriser la validation des permis avec ou sans la vignette de validation (c’est-à-dire, renouveler les plaques d’immatriculation sans fournir d’autocollant) ▪ Autoriser les signatures numériques ▪ Toute notification de suspensions ou avis par voie numérique (c’est-à-dire, recevoir un avis de suspension) 	
<p><u>Groupement ITI pour les organismes centraux (GOC)</u></p>	<p>Babillard de chaîne de blocs de gouvernance Kanban</p> <p>L’équipe des Services de conseil en architecture et en gestion de l’information du GOC est chargée de gérer les conceptions architecturales des projets de TI entrepris par le GOC. Étant donné les complexités liées à la gestion de divers projets, l’une de nos priorités est de s’harmoniser avec le gouvernement numérique et d’assurer la sécurité dans la gouvernance.</p> <p>Pour ce faire, une de nos initiatives consiste à effectuer une validation de principe et à déployer une solution pour tirer parti de Kanban et de la chaîne de blocs pour suivre, gérer et tenir à jour des dossiers de gouvernance de projet vérifiables dans un environnement sécurisé mais transparent.</p>	<p>Liz MacKenzie Dirigeante principale de l’information GOC 416-327-1476 Liz.MacKenzie@ontario.ca</p>

Amélioration des services d'informatique cognitive

Le GOC continuera d'étudier comment les partenaires d'affaires des groupements et l'ensemble de l'entreprise peuvent tirer profit de l'adoption de nouvelles technologies.

Base de référence de l'architecture opérationnelle (AO)

La base de référence de l'AO est un ensemble intégré de modèles normalisés de la FPO pour la description des activités (par exemple, programmes, fonctions et profils de services). Le GOC a recueilli près de 300 scénarios ou modèles de processus opérationnels pour aider à établir une base de référence solide d'AO.

- Une base de référence de l'AO réutilisable facilite l'élaboration de l'architecture de projet

Contribue à la prise de décisions opérationnelles tout en appuyant les initiatives d'amélioration continue de la qualité et de restructuration opérationnelle.

Initiative de transformation du recouvrement des recettes, de la capture d'images et de la saisie de données (IT-RCSD)

Le projet pluriannuel d'IT-RCSD permettra de restructurer, de moderniser et de fournir la façon dont le ministère des Finances gère et exécute le recouvrement des paiements, l'imagerie et la saisie des données.

Les avantages de cette initiative sont notamment de mieux servir le public au moyen d'un portail en ligne, s'harmonisant avec la stratégie de numérisation du gouvernement et la vision des services électroniques du ministère des Finances, la sécurité améliorée, l'efficacité administrative, les économies opérationnelles, et une réduction de 85 % du volume total de papier traité.

La mise en œuvre de l'IT-RCSD se fera selon une approche progressive, où la solution actuelle passera progressivement à la nouvelle solution informatique d'ici août 2023. Elle permettra de réaliser des économies à long terme pour le ministère des Finances au moyen de la restructuration des processus opérationnels et de la rationalisation des opérations.

Recouvrements centralisés

La Division de l'observation fiscale et des avantages fiscaux (DOFAF) du MOF est le collecteur de dettes de la FPO et des autres entités publiques (organismes, conseils et commissions).

Les recouvrements de comptes de créances fiscales et non fiscales sont gérés par des collecteurs individuels qui travaillent sur divers systèmes informatiques à l'aide de diverses règles, formations et procédures. Ces systèmes vont des systèmes complexes de gestion de cas aux feuilles de calcul.

	<p>Afin d'appuyer le rôle du MOF dans la prestation de services de recouvrement de dettes à d'autres ministères, le MOF exige que le système informatique sous-jacent utilise des outils améliorés pour recouvrer les dettes envers la province.</p> <p>Le MOF perçoit la dette fiscale à l'aide d'un solide système de perception de l'impôt (OntTax) qui fournit des outils de recouvrement améliorés (c'est-à-dire, les privilèges, les bons de souscription et les saisies-arrêts) pour recouvrer la dette impayée.</p> <p>Le MOF et le GOC prévoient améliorer le système actuel de perception fiscale (OntTax) afin d'inclure tous les comptes ministériels partenaires et d'accroître l'utilisation d'outils de perception améliorés pour ces programmes ministériels partenaires. Ces améliorations augmenteront le recouvrement des dettes envers la province.</p> <p><u>Direction des ressources informatiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Élargir et améliorer continuellement les offres de services de ressources informatiques (par exemple, placement des personnes, source du projet, centre de gestion des risques) afin de réaliser de la valeur opérationnelle et d'assurer l'harmonisation avec les priorités stratégiques. • Moderniser les modèles de ressources du GOC (personnel, technologie et finances) afin de maximiser le RCI au moyen de l'innovation (par exemple, partage des coûts, financement de base) et d'assurer la responsabilité financière, la responsabilisation et la durabilité. • Élaborer un modèle d'effectif prêt pour l'avenir. Accroître l'attrait, les compétences, le perfectionnement et la souplesse du modèle du GOC pour appuyer le mandat du numérique d'abord et l'effectif du futur. 	
<p><u>Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives (IPVPA)</u></p>	<p>Nouvelles politiques, méthodes et processus d'information pour le numérique</p> <p>Intégration des données – Le Cadre d'intégration des données de l'Ontario comprend un ensemble fondamental d'exigences liées à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation de renseignements personnels, y compris la protection des renseignements personnels, la transparence et la responsabilisation. Le Cadre d'intégration des données de l'Ontario présente des modifications ciblées à la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (LAIPVP), en ajoutant la Partie III.1 Intégration des données. Les modifications de la LAIPVP ont été introduites en vertu du projet de loi budgétaire de l'Ontario de 2019, Loi pour protéger l'essentiel. Des unités d'intégration des données seront désignées et des règlements, normes, pratiques et procédures seront élaborés pour appuyer la mise en œuvre du Cadre.</p> <p>Gestion des courriels – Mise en œuvre d'une approche de la gestion des comptes de courriel pour la FPO basée sur les rôles, basée sur le modèle Capstone développé par la</p>	<p>John Roberts, Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario IPVPA john.roberts@ontario.ca</p>

	<p>NARA (National Archives and Records Administration) des États-Unis. Cette approche permet de classer les rôles dans la fonction publique et conserver ou éliminer des comptes de courriel entiers en fonction de leur importance.</p> <p>Plan d'action pour la gestion de la confidentialité – À la suite d'une vaste participation et d'une analyse internes des intervenants, un plan d'action est en cours d'exécution pour la gestion de la confidentialité qui renforcera la capacité de l'Ontario en matière de gestion de la confidentialité. Les travaux comprennent l'élaboration d'un cadre de programme solide pour la gestion de la confidentialité, qui aidera les ministères à organiser de manière optimale la gestion de la confidentialité et à l'appliquer de manière constante.</p> <p>Évaluation pour la tenue de documents – Continuer d'élaborer un cadre de tenue de documents élaboré en Ontario basé sur le concept d'évaluation qui repositionne la tenue de documents en tant que processus proactif à dessein, mettant l'accent sur les techniques de détermination des exigences pour la création et la gestion de documents</p> <p>Intégration de la conservation des documents dans les TI – Veiller à ce que les exigences, les considérations et les solutions en matière de conservation des documents soient intégrées à la conception des systèmes de TI et aux processus des TI du gouvernement (par exemple, l'architecture intégrée).</p> <p>Modernisation des services d'accès à l'information (AI) – L'Ontario travaille à l'élaboration de propositions législatives visant à améliorer l'efficacité des services d'AI de l'Ontario et à offrir un accès plus rapide et plus fiable aux renseignements gouvernementaux au moyen de ses programmes d'accès à l'information. Les propositions comprennent la rationalisation des processus et des procédures d'AI, la modernisation des barèmes de frais et la divulgation proactive. D'autres propositions complémentaires sont en cours d'élaboration pour renforcer la tenue de documents dans le gouvernement de l'Ontario.</p>	
<p><u>Services technologiques pour la justice (STJ)</u></p>	<p>Conception numérique pour la justice pénale (CNJP)</p> <p>Les ministères de la Justice ont reçu l'approbation initiale d'un ambitieux projet de modernisation numérique (Conception numérique pour la justice pénale), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Élaboration et mise en œuvre d'un nouveau Système de gestion des affaires judiciaires – Acquisition et mise en place d'un Service de gestion des preuves numériques 	<p>Robin Thompson Dirigeant principal de l'information STJ 416-277-9611 Robin.M.Thompson@ontario.ca</p>

	<ul style="list-style-type: none"> – Réception électronique des affaires criminelles – L'échange électronique entre la police et le pouvoir judiciaire des dossiers et de mandats d'accusation – Divulgence numérique – solution infonuagique pour permettre la divulgation de bout en bout de la police à la poursuite à la défense – Une plateforme d'intégration pour l'échange sécurisé de documents entre les services pénitentiaires, la police, les tribunaux et le système judiciaire <p>Réseau vidéo pour la justice provinciale Élargissement du Réseau vidéo pour la justice provinciale pour passer à une approche « vidéo d'abord » qui donne la priorité à la vidéoconférence comme première option pour la plupart des types de comparution en détention préventive</p>	
<p><u>Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG)</u></p>	<p>Automatisation des processus robotisés et apprentissage automatique pour les comptes créditeurs – Projet pilote</p> <p>En 2018, la Division des services financiers organisationnels (DSFO), en partenariat avec le Groupe pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG), a achevé une validation de principe (VP) pour évaluer et examiner les avantages possibles de l'utilisation de l'automatisation des processus robotisés et de l'apprentissage automatique (APR/AA) pour les processus de comptes créditeurs. La VP a permis de valider que l'utilisation de l'automatisation des processus robotisés et de l'apprentissage automatique était une solution viable à étudier davantage pour moderniser les processus de comptes créditeurs. Depuis, le Ministère a lancé un projet pilote visant à automatiser la distribution, le traitement et la vérification des factures, et à moderniser le processus de présentation en offrant un portail numérique pour remplacer la méthode actuelle de présentation sur papier. La portée du projet pilote sera axée sur les factures présentées par un ministère et devrait être lancée à l'automne 2019, et le déploiement prévu à l'échelle de la FPO suivra. Voici les résultats escomptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la prestation de services à l'aide des solutions technologiques numériques modernes et à l'automatisation des processus pour réduire le traitement manuel • Amélioration de l'expérience du ministère client – services de bout en bout plus simples, plus rapides et plus efficaces • Amélioration de l'efficacité et réduction du traitement de bout en bout 	<p>Renee Laforet, Dirigeante principale de l'information, GISG 416-327-7867 renee.laforet@ontario.ca</p>

**Groupement ITI pour
les services de santé
(GSS)**

Améliorations à l'Échange d'information numérique sous autorisation spéciale (EINAS)

L'EINAS (voir Réalisations) est diffusé par itération dans les lancements ultérieurs jusqu'en août 2020, ce qui continuera d'ajouter des fonctionnalités, notamment la capacité des prescripteurs de désigner du personnel de bureau pour exécuter certaines fonctions en ligne et décision en temps réel sur de nombreux médicaments et indications, ce qui continuera d'améliorer l'accès des citoyens vulnérables aux médicaments permettant de sauver la vie dans le cadre des Programmes publics de médicaments de l'Ontario.

Intégration des dossiers médicaux électroniques (DME)

Dans le cadre des efforts continus de l'Ontario pour fournir un accès rapide à des renseignements complets, exacts et à jour sur les patients afin que les cliniciens soient mieux placés pour prendre des décisions plus éclairées et offrir des soins de meilleure qualité, l'Ontario entreprend un projet visant à intégrer les dossiers médicaux électroniques (DME) certifiés utilisés par les médecins communautaires et les infirmiers praticiens dans le Répertoire numérique des médicaments (RNM) et le Répertoire numérique des immunisations (RNI). L'intégration du RNI sera bidirectionnelle, c'est-à-dire que les cliniciens pourront consulter et présenter des dossiers d'immunisation à partir de leur DME.

Non seulement on verra des améliorations dans l'efficacité du flux de travail et dans l'exhaustivité des renseignements disponibles pour les cliniciens, mais on pourra aussi, à de multiples fins, recueillir, utiliser et divulguer des renseignements personnels sur la santé (par exemple, utiliser les renseignements contenus dans le RNI pour fournir des services d'immunisation de santé publique et permettre aux cliniciens de fournir de meilleurs soins de santé aux patients), en vue d'appuyer un gouvernement numérique d'abord.

À ce jour, les spécifications Fast Healthcare Interoperability Resources (FHIR) du point de service du RNI ont été publiées avec cyberSanté Ontario afin d'aider les fournisseurs de DME à élaborer des API pour se connecter au RNI et au RNM. Les activités d'intégration entre la passerelle provinciale et les deux répertoires sont en cours, et les fournisseurs de DME devraient commencer leurs activités de développement d'ici septembre. Des travaux de planification sont également en cours avec OntarioMD et cyberSanté Ontario sur le cadre juridique et des ententes ainsi que sur la prestation et l'intégration des médecins communautaires et des infirmiers praticiens.

Programme ontarien de soins dentaires pour les aînés (POSDA)

Karen McKibbin

Sous-ministre adjointe et
directrice principale, GSS
647-618-0597

Karen.McKibbin@ontario.ca

La santé buccodentaire est un élément essentiel de la santé globale. Les problèmes de santé buccodentaire peuvent entraîner de graves problèmes de santé, comme l'infection, la douleur, les abcès et un risque accru de maladies cardiaques, d'accidents cérébrovasculaires et de maladies respiratoires. Dans le cadre de l'Engagement lié à la plateforme, le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre un nouveau programme complet de soins dentaires qui aiderait près de 100 000 personnes âgées, de 65 ans et plus, à faible revenu à combler l'écart pour celles qui n'ont actuellement pas de couverture dentaire. Le Ministère met en œuvre un programme de prestations dentaires financé par l'État à l'intention des aînés à faible revenu au moyen d'une approche de mise en œuvre échelonnée à compter de l'automne 2019 qui permettra de réduire les déplacements inutiles à l'hôpital, à prévenir les maladies chroniques et à améliorer la qualité de vie des aînés de l'Ontario. Les services du POSDA seront offerts par les dentistes des unités de santé publique et au moyen des partenariats avec les Centres de santé communautaires (CSC) et les Centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones (CASSA).

Afin d'appuyer le POSDA, le Ministère met à jour la solution de gestion des données sur le traitement des clients utilisée par les unités de santé publique (Système d'information sur la santé buccodentaire – SISB).

La vérification du revenu au moyen d'une interface électronique auprès de l'Agence du revenu du Canada s'appuiera sur le processus de vérification automatique du revenu (VAR) pour assurer la rigueur et l'uniformité de l'évaluation d'admissibilité. Le Ministère a obtenu les services d'un administrateur tiers (Accerta) pour gérer la réception des demandes, la gestion des comptes, le soutien à la clientèle, l'inscription et le renouvellement.

Sentence arbitrale entre l'Association médicale de l'Ontario et le ministère de la Santé

Après cinq ans sans entente, le Ministère et l'Association médicale de l'Ontario ont obtenu une entente de services médicaux par voie d'arbitrage exécutoire en février 2019. Cette entente s'étend du 1^{er} avril 2017 au 30 mars 2021 et comprend de nombreux éléments sur la période de quatre ans qui nécessiteront un développement et un soutien continu en ITI pour répondre aux exigences et aux objectifs arbitrés en matière d'économies.

Données en temps réel

Les volumes d'appels 911 pour de l'assistance médicale augmentent d'une année à l'autre et créent des pressions sur les Centres de communications des services paramédicaux et des services ambulanciers pour suivre les appels 911 tout en

	<p>s’assurant que les patients obtiennent les soins médicaux dont ils ont besoin. Le Service d’échange de données en temps réel fournit un flux de données en direct des centres de répartition des ambulances, des services paramédicaux et des hôpitaux pour la connaissance situationnelle des appels 911 entrants et favorise des décisions opérationnelles afin d’améliorer le temps de réponse et les résultats pour les patients.</p> <p>Centre d’excellence en cybersécurité En partenariat avec l’équipe de cybersécurité du gouvernement, le Ministère a lancé la création d’un centre d’excellence pour appuyer le secteur de la santé dans son ensemble.</p> <p>Manuel numérique et répertoire de services Pour appuyer les équipes de santé de l’Agence Santé Ontario et de Santé Ontario nouvellement créées, le Ministère a élaboré plusieurs stratégies et documents numériques d’orientation, dont un répertoire numérique, un manuel numérique et une stratégie d’échange numérique d’information sur la santé.</p>	
<p><u>Groupement ITI pour les services à la collectivité (GSC)</u></p>	<p>Augmenter l’accès à l’éducation à l’aide d’une connectivité à large bande</p> <p>Le programme pluriannuel de modernisation de la connectivité à large bande a pour objectif de fournir un niveau de connectivité à large bande haut débit rapide, fiable et sécurisé à tous les élèves et les enseignants de l’Ontario – y compris ceux dans les régions rurales, éloignées et du Nord.</p> <p>La vitesse cible est de 1 mégabit par seconde par élève (1 Mb/s/élève), étant donné la nécessité d’extensibilité pour aborder la croissance en hausse prévue dans l’utilisation d’Internet à l’avenir. Cela signifie que les réseaux des conseils scolaires pourront s’adapter aux futurs besoins de bande passante des progrès technologiques dans le milieu d’apprentissage.</p> <p>Il s’agit de la vitesse cible notée dans le rapport « Manifesto for 21st Century Learning » de la Ontario Association of School Business Officials (OASBO) en 2013, et l’objectif de 2017-2018 fixé par la State Education Technology Directors Association (SETDA) aux États-Unis, comme suffisante pour un environnement d’apprentissage élémentaire et secondaire (de la maternelle à la 12e année). Une analyse plus poussée a confirmé qu’il s’agit d’une cible appropriée en fonction des délais de téléchargement des travaux de cours moyens. Selon les renseignements recueillis par les conseils au printemps de 2016, les données ont indiqué que la majorité des conseils fonctionnaient en dessous de ce seuil.</p>	<p>Soussan Tabari, Dirigeante principale de l’information, GSC 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>

Ce programme met en œuvre la technologie de réseau étendu réalisé par logiciel en collaboration étroite entre le Ministère et les conseils scolaires. L'objectif initial était de commencer modestement par une mise à niveau dans un nombre limité d'écoles représentant des conseils scolaires anglophones, francophones, publics et catholiques de toutes les régions de la province afin de créer des enseignements pouvant être appliqués à de futurs travaux. Ces enseignements ont éclairé la stratégie et l'approche du déploiement complet qui a débuté en août 2017.

Au 1er août 2019, 26 conseils scolaires et plus de 1 500 écoles avaient achevé leurs travaux de modernisation, touchant plus de 550 000 élèves, dont 550 écoles rurales et 348 écoles du Nord. 34 autres conseils scolaires sont dans la phase de mise en œuvre, ce qui signifie qu'ils ont terminé la phase de conception, et des activités subséquentes d'approvisionnement et de déploiement sont en cours pour mettre en œuvre la conception à jour des réseaux à large bande. Ces 34 conseils scolaires incluent plus de 538 000 élèves, 245 écoles rurales et 81 écoles du Nord.

Les activités prévues à venir seront éclairées par la mise en œuvre actuelle et se concentreront sur l'achèvement de la modernisation par les conseils restants ainsi que sur l'élaboration d'un cadre de protection cybernétique qui comprend la cybersécurité et la confidentialité, et la manière d'assurer la durabilité au-delà du programme.

Transitions des élèves

(Projet phare – Numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario)

Les élèves ont un seul numéro d'identification depuis le niveau élémentaire jusqu'au niveau postsecondaire, soit le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario (NISO), pour faciliter la compréhension et le suivi des progrès de l'élève dans le système d'éducation.

Le GSC a mis au point une solution sécurisée qui lie non seulement les données à l'aide du NISO, mais aussi d'autres identificateurs uniques. Grâce à la possibilité de lier des ensembles de données au NISO et à d'autres identificateurs, les ministères ont maintenant un éventail plus large de données à explorer, y compris les données sur les services de garde d'enfants et sur l'emploi, ainsi que l'extension de la synchronisation dans les données du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) par un alignement avec les données existantes sur les inscriptions dans les collèges et universités. Il sera ainsi possible de suivre les progrès d'un enfant à partir des premiers stades de sa vie et tout au long de son cheminement scolaire ainsi que de son passage à la population active de l'Ontario.

Modernisation de l'apprentissage

L'ancien système d'apprentissage (APPR) a été lancé en mars 2006 pour appuyer l'administration, la gestion et la certification de la formation des clients dans les domaines de l'apprentissage et des métiers modulaires, ainsi que le processus de gestion des examens menant à l'octroi de licences aux compagnons d'apprentissage.

Le budget de l'Ontario de 2019 énonce la vision du gouvernement en ce qui concerne un modèle de prestation modernisé et dirigé par le Ministère pour l'apprentissage et le système des métiers spécialisés. Cette vision comprenait un engagement à « moderniser la prestation des services en apprentissage par l'élaboration d'un nouveau système numérique pour servir les clients en personne, y compris un portail numérique à guichet unique pour les apprentis. ». Un portail numérique permettra aux apprentis et aux commanditaires d'accéder aux renseignements et de réaliser des transactions liées à leur apprentissage, comme l'inscription et le suivi des compétences, en ligne. Un mode de prestation moderne et numérique d'abord pour l'apprentissage permettra aux clients de naviguer et de progresser facilement dans le système d'apprentissage à l'aide d'un modèle de libre-service en ligne, et permettra de réduire considérablement les frais administratifs en automatisant les activités administratives.

Système de repérage, de référence et de rétroaction (RRR)

Les programmes de l'Ontario en matière d'emploi et de formation, de personnes handicapées et de programmes innovateurs à venir comportent un réseau complexe de programmes, de fournisseurs de services et de responsabilités internes du gouvernement. Cette initiative vise à mettre en œuvre des processus et des systèmes pour recueillir tous les éléments de données de l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) et de l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre (EDM) et pour mettre en œuvre le Système de repérage, de référence et de rétroaction (RRR).

Le système de RRR qui permet aux provinces et aux territoires d'offrir activement des services à certains demandeurs d'assurance-emploi (AE), notamment :

- Repérage : Permet aux provinces et aux territoires de filtrer les demandeurs d'AE et de rendre leurs services d'emploi plus efficaces et mieux adaptés aux priorités
- Référence : Transmet des renseignements sur les demandeurs de l'AE ciblés séparés par les bureaux locaux des provinces et des territoires afin que les provinces et les territoires puissent activement offrir de l'aide

- **Rétroaction** : Les provinces et les territoires peuvent fournir des renseignements sur les réponses des demandeurs

Transformation des services d'emploi

L'Ontario est en train de transformer ses services d'emploi afin d'aider un plus grand nombre de personnes à trouver et à conserver des emplois de qualité et d'accroître le nombre d'entreprises qui trouvent des travailleurs qualifiés. En novembre 2018, le MFCU a reçu l'approbation du transfert de la responsabilité des programmes de services d'emploi pour les bénéficiaires de l'aide sociale (Ontario au travail et POSPH), du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires au MFCU.

Outre l'intégration des mesures de soutien à l'emploi, le MFCU a également reçu l'approbation d'entreprendre une transformation progressive du système intégré de l'emploi, parallèlement à l'intégration, au moyen d'une approche de mise en service ouverte aux entités sans but lucratif, privées ou municipales, en commençant par trois zones géographiques d'ici à l'automne 2019. L'admission des clients débutera le 1^{er} avril 2020. La transformation des services complets d'emploi sera progressivement intégrée d'ici 2022-2023.

Rationalisation des processus d'approbation

L'initiative de rationalisation des processus d'approbation vise à aider le ministère des Affaires municipales et du Logement à élaborer des options de processus et de technologie qui feront avancer la priorité du Ministère à rationaliser les approbations de développement des bâtiments.

Élargir le soutien aux décisions fondées sur des données probantes

En 2015, une validation de principe d'analyse en bac de sable a été mise en place avec succès pour le MFCU pour favoriser davantage d'analyses en libre-service afin de mieux appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes. Une étude pilote réalisée à l'aide du bac à sable portait sur la mobilité des étudiants du postsecondaire, et examinait la transition et la mobilité des étudiants dans les établissements et programmes universitaires et collégiaux. Le succès de cette initiative a entraîné l'expansion de la validation de principe afin de mettre à la disposition des établissements universitaires et collégiaux un environnement d'analyse ouvert, ce qui a amélioré la convivialité, l'ouverture et la confiance entre le Ministère et les partenaires du secteur de l'éducation postsecondaire.

Le GSC envisage d'élargir l'utilisation de ce concept aux ministères de l'Éducation (MEO), du Tourisme, de la Culture et du Sport (MTCS), des Affaires municipales et du Logement (MAML) afin d'accroître leur capacité d'analyse.

Modernisation de la gestion des immobilisations pour l'éducation

Le **Système d'information sur les immobilisations dans le domaine de l'éducation (SIIE)** est une initiative de restructuration des processus opérationnels visant à moderniser et à remplacer le **Système d'information sur les établissements scolaires (SIES)** existant par une nouvelle solution intégrée de gestion des milieux de travail (SIGMT) automatisée et commerciale prête à l'emploi. La nouvelle solution améliorera l'efficacité et l'efficacité de l'administration des fonds d'immobilisations et de fonctionnement en éducation et en garde d'enfants, tout en automatisant les processus opérationnels globaux et en respectant les normes d'application et de sécurité de la FPO et d'autres normes de conformité prescrites par le gouvernement.

L'infrastructure scolaire financée par l'Ontario se compose d'une base d'actifs de 56 milliards de dollars et d'environ 5 000 écoles qui desservent près de 2 millions d'élèves par année, soit près de 15 % des Ontariens. Pour appuyer cette infrastructure, le MEO et les conseils scolaires utilisent le SIES pour gérer et tenir à jour cet inventaire d'actifs.

Les renseignements contenus dans le SIES permettent d'allouer plus de 4 milliards de dollars par année en Subvention de base pour les écoles et en subventions de fonctionnement et de renouvellement pour les écoles, et à effectuer des analyses et à prendre des décisions sur les changements stratégiques (par exemple, décisions de financement liées aux priorités d'immobilisations, Lignes directrices relatives à l'examen portant sur les installations destinées aux élèves, entre autres).

La nouvelle solution procurerait aux entreprises, aux conseils scolaires et aux autres ministères et intervenants un certain nombre d'avantages importants. Voici quelques-uns des avantages :

- 1) Accroître la disponibilité, la transparence et l'échange de renseignements entre les parties et les systèmes concernés (par exemple, la visibilité des données entre les conseils scolaires, qui n'existe pas aujourd'hui)
- 2) Fournir des processus d'immobilisations simplifiés et automatisés pour accroître l'efficacité, l'adaptabilité, la transférabilité (c'est-à-dire, entre les ministères et les programmes) et l'équité
- 3) Atteindre un niveau élevé de responsabilisation grâce à l'automatisation des systèmes, à des flux de processus vérifiables et à des capacités détaillées

d'extraction de données et de production de rapports sur celles-ci pour répondre aux besoins documentaires internes, aux besoins des intervenants, aux autres besoins du Ministère, aux demandes des médias, aux besoins en matière de rapports et d'information des gestionnaires et des agents de direction et aux demandes d'information du public

- 4) Offrir la ponctualité, l'adaptabilité, la transférabilité et l'évolutivité pour répondre à l'évolution des besoins

Système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources (SBRGR)

Le Système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources (SBRGR) vise à fournir un nouveau système de billetterie, de réservation et de gestion des ressources pour favoriser les attractions de l'Ontario.

En collaboration avec des partenaires du MTCS, un processus d'approvisionnement concurrentiel ouvert est en cours pour une solution visant à moderniser les admissions et les opérations des principales attractions de l'Ontario. Ce projet a pris de l'ampleur et jusqu'à 8 organismes touristiques et culturels ont participé à l'approvisionnement. La solution fournira un système de base commun qui pourra être exploité par de multiples organismes, et qui maximisera l'efficacité opérationnelle et aidera à dégager de meilleures économies d'échelle.

Un système robuste de billetterie, de réservation et de gestion des ressources permettra aux entités de :

- Maintenir et éventuellement augmenter leurs revenus annuels actuels (adhésion, événements, dons, participation)
- Réduire le temps consacré à l'organisation des événements, ainsi que réduire le temps et les efforts du personnel pour gérer manuellement les renseignements et les comptes des clients
- Gérer les ressources et les actifs pour optimiser l'utilisation et déterminer les économies
- Se conformer aux normes de la FPO en matière de cybersécurité et de politiques
- Offrir, promouvoir et commercialiser des programmes et des événements spéciaux en ligne et au moyen des liens intégrés aux médias sociaux, en réponse aux dernières attentes du public
- Fournir un service à la clientèle en temps opportun et répondre aux attentes des consommateurs en matière de soutien par divers canaux (en ligne et sur tablette)

- Atténuer les risques liés aux renseignements sur les paiements en veillant à ce qu'ils soient conformes aux normes canadiennes de sécurité des données de l'industrie des services bancaires et des cartes de paiement
- Aborder les changements technologiques futurs et les mises à niveau de sécurité
- Réaliser des économies grâce à un système intégré et holistique et tirer parti de l'expertise des ressources du Ministère dans la planification et la mise en œuvre
- Favoriser la reddition de comptes cohérente au MTCS.

Modernisation du signalement des incidents graves/délivrance de permis d'établissement

En 2015, un Comité consultatif pour les services en établissement a mené un examen des services en établissement pour les enfants et les jeunes dans tous les secteurs (c.-à-d. justice pour les jeunes, bien-être de l'enfance, santé mentale et besoins complexes et spéciaux). L'examen a porté sur les besoins des enfants et des jeunes en milieu d'établissement, en mettant l'accent sur les approches des traitements, programmes et services efficaces ainsi que sur les méthodes de placement, de soins et de traitement en milieux d'établissements. En 2016, le Comité a remis son rapport final avec ses recommandations : « Parce que ce sont les jeunes qui comptent : Rapport du Comité consultatif pour les services en établissement ».

Le rapport mis en évidence a établi qu'une solution de TI modernisée automatiserait, simplifierait et regrouperait les processus de délivrance de permis d'établissement de bout en bout, pour appuyer bon nombre des recommandations énoncées dans le rapport du Comité, telles :

- La création d'un annuaire Web centralisé et public de tous les fournisseurs de services de la province pour optimiser le placement
- Le développement de la capacité de collecter des données dans tout le système de services en milieu d'établissement et de produire des rapports sur le nombre de jeunes pris en charge hors de leur domicile qui appartiennent à des groupes culturels, raciaux, confessionnels ou d'identité sexuelle particuliers
- L'intégration des données dans les bases de données existantes
- La permission d'utiliser les veilles stratégiques (VS) pour effectuer de solides analyses de comparaison et de tendances afin d'aider à définir des repères et des cibles de rendement

- La contribution à une stratégie proactive pour la promotion des droits, du bien-être et de la participation des jeunes – surtout des jeunes ayant des besoins particuliers ou complexes

En raison du solide alignement de la solution proposée sur le système actuel de gestion des permis des services de garde d'enfants, les partenaires du Ministère ont mobilisé le GSC pour l'élaboration d'une solution de TI pour donner suite aux recommandations du Comité. Depuis l'approbation du projet, les exigences de la version 1.0 ont été approuvées, le développement et les essais d'acceptation par les utilisateurs (EAU) ont été achevés et l'application est prête à être lancée à la fin de septembre 2019. Une version 2.0 sera lancée à l'automne 2019.

Portail des Renseignements d'entreprise sur le logement et le sans-abrisme

Au MAML, pour s'assurer que les politiques publiques sont élaborées en fonction des mesures quantifiables, un outil est nécessaire pour réduire au minimum les efforts (par exemple, travail, technologie requise) pendant le processus décisionnel. Ainsi, le projet de Renseignements d'entreprise sur le logement et le sans-abrisme (RELSA) a été créé pour améliorer la capacité du MAML de recueillir, gérer, consulter et utiliser des données essentielles à l'élaboration de politiques publiques et à l'exécution de programmes fondées sur des données probantes. Cela permettra au Ministère de devenir un chef de file dans la recherche et l'analyse pour les marchés et sous-marchés clés du logement, les tendances démographiques et socio-économiques, et les répercussions sur le marché et l'économie du logement dans son ensemble. Grâce à l'outil RELSA, le ministère pourra :

- Mettre en évidence les liens entre les données et les politiques fondées sur des données probantes, et offrir une vision globale du client
- Mettre en évidence l'intégration des données dans plusieurs secteurs du logement (par exemple, dans les secteurs social et commercial)
- Avoir une meilleure connaissance de la démographie des clients et des résultats

La feuille de route quadriennale du projet s'harmonise avec la modernisation du secteur du logement et comporte les éléments suivants. Le projet est actuellement à la quatrième année (4) de son cycle de vie. La feuille de route est réexaminée régulièrement pour s'assurer que les bons éléments sont mis en œuvre, conformément aux priorités du Ministère au cours du cycle de vie du projet.

- **Année 1** : Se concentrer sur un entrepôt de données sur le logement et le sans-abrisme du MAML combiné à de puissants outils d'analyse et de

renseignements d'entreprise pour faciliter l'accès et l'analyse des données existantes (**État : achevé**).

- En mai 2017, le portail de données des [Renseignements d'entreprise sur le logement et le sans-abrisme (RELSA)] a été lancé. Le portail de données des RELSA est une plateforme de soutien à décision élaboré pour appuyer la prise de décisions politiques fondées sur des données probantes. Ce portail Web fournit des tableaux de bord stratégiques d'établissement de rapports et une visualisation dynamique de la carte d'accès des données (SIG) à tous les utilisateurs, et des outils de renseignements d'entreprise en libre-service pour permettre aux grands utilisateurs formés de produire et d'afficher des rapports personnalisés.
- **Année 2** : Déterminer les jeux de données prioritaires à partir du MAML et transformer ou télécharger les données dans le portail des RELSA; donner aux utilisateurs opérationnels (Ministère) l'accès pour utiliser le portail aux fins d'analyse des données (**État : achevé**).
- **Année 3** : Poursuivre l'introduction d'autres jeux de données dans le système et mettre en œuvre un processus itératif d'actualisation automatisée des données pour les mises à jour des données; améliorer la convivialité générale des RELSA en créant de nouvelles visualisations de mappage et de nouveaux tableaux de bord. (**État : achevé**)
- **Année 4** : Explorer et créer une vue intégrée des jeux de données et créer des liens utiles entre les données de nature différente; fournir aux gestionnaires de services un accès au portail (avec seulement les renseignements régionaux pertinents). Améliorer la suite de visualisation des données et avancer vers l'analyse prédictive (**État : en cours**)

Transition de l'Ordre des métiers de l'Ontario (OMO)

Il faut moderniser et transformer l'apprentissage en Ontario pour mieux répondre aux besoins des apprentis, des employeurs et de l'industrie. Dans le cadre de l'engagement de réduire les fardeaux réglementaires inutiles et de moderniser l'apprentissage en Ontario, le gouvernement met fin à l'Ordre des métiers de l'Ontario. Le gouvernement envisage d'élaborer un modèle de remplacement pour la réglementation des métiers spécialisés et du système d'apprentissage en Ontario d'ici l'automne 2019.

3. Enjeux et besoins :

Précisez les enjeux que vous aimeriez partager avec le Conseil et le type d'assistance dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.

<p><u>Groupement ITI pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (GSSEJ)</u></p>	<p>Régime de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</p> <ul style="list-style-type: none"> Le processus de gouvernance actuel est déconnecté et ne favorise pas prestation rapide et souple. Possibilité d'intégration dans l'ensemble de la gouvernance de la TI du SCT, dans l'architecture intégrée et dans l'évaluation du numérique d'abord du SNO. <p>Renouvellement du personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> Le personnel a besoin d'une formation sur les pratiques et les technologies de développement de solutions numériques. Il s'agit d'un besoin permanent compte tenu du rythme de l'évolution technologique. On doit pouvoir rapidement doter ou réduire le personnel en fonction de la charge de travail. Il faut établir un état d'esprit numérique avec nos partenaires commerciaux, ce qui favorisera la gestion du changement, des processus opérationnels actuels à ceux du futur. <p>Empreinte de la technologie existante</p> <ul style="list-style-type: none"> À l'heure actuelle, le Ministère a d'importantes applications monolithiques dont la mise à jour et l'amélioration sont coûteuses. Il faut passer à des applications plus petites et plus agiles qui prennent en charge de grands systèmes d'enregistrement. <p>Apprentissage des expériences et pratiques exemplaires dans toutes les administrations en matière de gouvernance, de renouvellement du personnel et de développement d'applications agiles (c'est-à-dire, conteneurisation).</p>	<p>Antonio Paniccia Dirigeant principal de l'information GSSEJ 416-417-7908 antonio.paniccia@ontario.ca</p>
<p><u>Division de l'Information, de la protection de la vie privée et des archives (IPVPA)</u></p>	<p>Déplacement des capacités des praticiens de l'information vers le numérique</p> <p>Dans le cadre de sa transformation, la province de l'Ontario cherche à faire en sorte que les compétences, les comportements et les capacités appropriés soient cernés et intégrés à son effectif de professionnels de l'information afin de faire passer ses capacités au numérique. À cette fin, elle entreprend un programme de travail pluriannuel visant à « reprofessionnaliser » les disciplines requises pour favoriser la conservation, l'accès et la confidentialité des documents.</p>	<p>John Roberts, Directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario IPVPA john.roberts@ontario.ca</p>
<p><u>Groupement ITI pour les services de santé (GSS)</u></p>	<p>Gestion des identités et des accès d'assurance élevée</p> <p>Le ministère de la Santé de l'Ontario a besoin d'outils et de services provinciaux de gestion de l'identité et de l'accès adéquats pour assurer un accès rentable, sécuritaire et autorisé aux systèmes et aux renseignements pour les fournisseurs et les patients, tout en se conformant aux lois pertinentes comme la <i>Loi de 2000 sur la protection des renseignements personnels sur la santé</i> de la province.</p> <p>Normes</p>	<p>Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597 Karen.McKibbin@ontario.ca</p>

Une organisation nationale est nécessaire pour faire progresser l'utilisation des normes de messagerie et des terminologies normalisées pour la santé. Des occasions qui profiteraient des enquêtes, du leadership et du soutien de plusieurs administrations comprennent les suivants :

- Normes communes de messagerie HL7-FHIR
- Adoption et tenue à jour de la terminologie normalisée des médicaments dans le Système d'information sur les médicaments (SIM) de chaque administration et les systèmes d'interface, aux fins cliniques ainsi que d'arbitrage (par exemple, l'Ensemble canadien de données cliniques sur les médicaments [CCDD])
- Adoption et tenue à jour de la terminologie normalisée de l'immunisation dans le canadien des vaccins (RCV), la source nationale complète de vérité pour tout le contenu terminologique lié aux vaccins.
 - Les calendriers d'immunisation sont complexes, varient d'un pays à l'autre et changent fréquemment à mesure que de nouveaux vaccins sont homologués. Les gens comptent sur les infirmiers de la santé publique, leurs médecins et d'autres fournisseurs de soins de santé pour les aider à connaître les vaccins nécessaires et le moment opportun. Le RVC est essentiel pour s'assurer que les citoyens et leurs fournisseurs de soins de santé peuvent avoir accès à des dossiers d'immunisation numériques précis, complets et d'une durée de vie prolongée et les communiquer, ce qui augmente la confiance des Canadiens dans leur capacité de gérer leurs immunisations et appuie des discussions plus éclairées avec leurs médecins
 - Quatre fournisseurs de DME (Accuro/QHR, Oscar, YMS, Indivica) s'harmonisent actuellement avec le RCV dans le cadre des travaux d'intégration du RNI et du RNM de l'Ontario.
 - Le RCV a été financé par l'Agence de santé publique du Canada (ASPC) jusqu'en mars 2019. Il y a maintenant un déficit de financement pour appuyer l'élaboration de l'API et les coûts permanents de soutien logistique.

Technologie de l'information sur la vaccination

IBM a construit une mise en œuvre de référence (MR) de Panorama, qui contient des valeurs de configuration nationales normalisées, mais cela exige un investissement supplémentaire pour que les administrations réalisent tous les avantages. La MR de Panorama offre à toutes les administrations un environnement autonome de bac à sable constituant des pratiques exemplaires l'ensemble du Canada, qui peuvent servir pour l'analyse des besoins (phase 1). Si IBM diffusait de nouvelles versions de Panorama avec la configuration de MR (Phase 2), les efforts nationaux de normalisation

	terminologique seraient beaucoup plus avancés et les administrations pourraient réaliser des économies substantielles en raison de la réduction des efforts de configuration, mais ces travaux ne sont actuellement pas financés.	
<u>Groupe ITI pour les services à la collectivité (GSC)</u>	<p>Leadership numérique et entrepreneuriat pour les gouvernements modernes</p> <p>Il serait utile de connaître les expériences dans l'ensemble des administrations quant à créer des gouvernements numériques et modernes en démontrant un leadership numérique de même qu'un entrepreneuriat à tous les niveaux de l'organisation. Cela comprendra ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment différentes administrations perfectionnent le secteur public pour encourager l'innovation et renforcer la capacité de leadership numérique. • Études de cas réussies pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ Planification stratégique des opérations et d'ITI efficace et conjointe pour éclairer les nouvelles options politiques; ○ conception conjointe du modèle opérationnel axé sur les utilisateurs entre la TI et les partenaires de politique ou de programme. • Apprendre des expériences des toutes les administrations au sujet des projets pilotes et des validations de principe liés aux nouvelles technologies pour faire avancer le gouvernement numérique comme : <ul style="list-style-type: none"> ○ l'intelligence artificielle, les chaînes de blocs, les drones et le Gouvernement ouvert. 	<p>Soussan Tabari, Dirigeante principale de l'information, GSC 416-326-8216 Soussan.Tabari@Ontario.ca</p>
<p>4. Sujets d'intérêt : Veuillez cerner des sujets d'intérêt pour votre administration en prévision des prochaines réunions et téléconférences du CDPISP</p>		
<u>Groupe ITI pour les organismes centraux (GOC)</u>	<p>Tableau Kanban de la chaîne de blocs de gouvernance – gestion des processus, gouvernance et efforts dans le domaine de la chaîne de blocs</p> <p>Pour réussir dans le cadre de l'initiative du Tableau Kanban de la chaîne de blocs de gouvernance, nous devrions connaître d'autres initiatives en matière de gestion des processus, de gouvernance et d'efforts dans la chaîne de blocs.</p> <p>Gestion de l'effectif occasionnel et gestion du changement organisationnel</p> <p>Collaboration interprovinciale sur l'échange de pratiques exemplaires dans des domaines d'intérêt commun, par exemple la gestion de l'effectif occasionnel et la gestion du changement organisationnel.</p>	<p>Liz MacKenzie Dirigeante principale de l'information GOC 416-327-1476 Liz.MacKenzie@ontario.ca</p>
<u>Groupe ITI pour les services de santé (GSS)</u>	<p>Modèles intégrés de prestation de services aux entreprises et à la TI</p> <p>L'une des hypothèses fondamentales du GSS de l'Ontario est que les entreprises et la TI doivent être des partenaires intégrés, car la technologie est essentielle au succès de toute organisation dans le contexte actuel de prestation de services axés sur la</p>	<p>Karen McKibbin Sous-ministre adjointe et directrice principale, GSS 647-618-0597</p>

technologie. Le ministère de la Santé étudie actuellement des modèles intégrés de prestation de services qui lui permettront de continuer à respecter des engagements opérationnels et de soutien toujours plus exigeants tout en offrant la souplesse nécessaire pour moderniser et transformer l'exécution des programmes opérationnels. Le Ministère s'intéresse aux leçons apprises par d'autres administrations qui visent des objectifs semblables.

Réseau à large bande pour la sécurité publique

À mesure que le service d'urgence 911 et le secteur de la sécurité publique continuent d'innover et d'évoluer, il y a de grandes possibilités de tirer parti des outils et des technologies modernes pour améliorer l'expérience des premiers intervenants, comme les ambulanciers paramédicaux et les ambulanciers, tout en améliorant les services offerts aux patients. À mesure que les services paramédicaux et d'autres fonctions essentielles sont assurés sur le terrain, il est essentiel de pouvoir communiquer de façon fiable avec les appareils mobiles, tant dans les zones urbaines que rurales. Un réseau à large bande sécurisé et dédié permettra de fournir ces services essentiels et de réaliser des possibilités novatrices.

Modèles de services gérés

À mesure que les fournisseurs de soins de santé s'intègrent davantage, nous souhaitons apprendre à mieux veiller à ce que la technologie demeure à jour dans l'ensemble du secteur, y compris les exigences et les normes en matière de sécurité, notamment pour les intervenants qui ont habituellement géré leur propre environnement, comme les médecins de soins primaires. Les modèles de services gérés qui comprennent la prise en charge de l'équipement lui-même, les mises à niveau des systèmes d'exploitation et des logiciels, l'application des correctifs, la connexion réseau, la surveillance et le soutien à distance sont intéressants.

Traitement des demandes

Nous examinons actuellement des options pour moderniser notre traitement des demandes (médicales et pharmaceutiques), et nous aimerions entendre d'autres administrations sur la façon dont elles ont modernisé leur approche.

Karen.McKibbin@ontario.ca